

HISTOIRE DU KOSOVO



Sommaire

- I. La situation dans l'Antiquité – l'Empire romain
- II. De l'Empire romain à l'occupation ottomane
- III. Le XIV^e siècle : la défaite devant les Ottomans
- IV. La domination ottomane du XV au XVIII^e siècle
- V. Le XIX^e siècle : La montée des nationalismes
- VI. Le XX^e siècle
- VII. La langue albanaise et les écrivains kosovars

Bibliographie

Annexes : Cartes

Introduction

Le Kosovo (en albanais : Kosova) se situe à l'est de l'Europe, dans les Balkans. Ses pays voisins sont la République de Macédoine, l'Albanie, la République de Monténégro et la République de Serbe. Depuis la fin de la guerre du Kosovo en 1999, la région est administrée par un protectorat provisoire de la communauté internationale (coopération des Nations Unis, de l'OTAN, de l'OSCE et de l'Union européenne).

Le Kosovo a une superficie de 10.887km² et compte environ 2 millions d'habitants. Les Albanais représentent 82 % de la population, les Serbes 10 % et il y habite aussi « des Monténégrins (1%), des Tsiganes (un peu plus de 2 %) – en réalité, plusieurs sortes, selon la langue et les groupes sociaux-, des musulmans slavophones (3%) – divisés là aussi selon le dialecte et l'origine : Goranis, Musulmans, Bochniaques (Musulmans de Bosnie) – et des Turcs (moins de 1%). »¹

Le Kosovo est formé de deux bassins où habitent la plupart de la population et des chaînes de montagnes entourant ces bassins. La capitale du Kosovo est Prishtina ; d'autres villes importantes sont Prizren, Mitrovica, Gjakova et Ferizaj. Dans les chapitres qui suivent, on essaiera de donner un aperçu sur l'histoire de cette région.

¹ Clayer, Nathalie : La société du Kosovo au cœur de dix années de crise. Dans : Yérasimos, Stéphane (direction): Le retour des Balkans 1991 – 2001. Éditions Autrement. Paris : 2002.

I. La situation dans l'Antiquité – L'Empire romain

Les conditions naturelles plutôt favorables des Balkans « firent de la péninsule un pôle d'attraction pour l'homme. »² Il y avait beaucoup de mouvements de populations depuis l'époque préhistorique qui provoquèrent « une alchimie d'intégrations et de rejets qui a fait naître les peuples balkaniques actuels. »³

Problème du premier occupant :

Entre historiens serbes et historiens albanais, il y a une querelle en ce qui concerne la question de savoir lequel peuple a été le premier à peupler le territoire du Kosovo.

Déréns classe la question de savoir les origines du peuple albanais et de la langue albanaise sous la rubrique « mythes nationaux ». Il précise que les historiens albanais prétendent que les Albanais sont le « plus vieux peuple des Balkans », tandis que les historiens serbes prétendent que les Albanais ne sont arrivés qu'au XI^e siècle, parce que c'est au XI^e siècle qu'on trouve la première mention des Albanais, faite par l'Empereur grec Constantin Porphyrogénète – il classifie chacune des deux théories comme exagérée. Pour le Kosovo, il a des doutes forts en ce qui concerne la théorie utilisant les hypothèses « que les Dardaniens peuplaient le territoire du Kosovo actuel, que les Dardaniens étaient des Illyriens, et que les Albanais descendent des Illyriens ou donc, dans le cas du Kosovo, des Dardaniens. »⁴ Il souligne qu'il y a certitude que les « Slaves ne sont pas arrivés dans les Balkans avant les VI^e et VII^e siècles et [que] le Kosovo n'est inclus dans les possessions serbes des Nemanjici de Raska qu'à partir du XII^e siècle, il n'en demeure pas moins qu'aucune preuve documentaire n'atteste la présence d'Albanais ou de proto-Albanais au Kosovo durant les siècles du haut Moyen Âge. »⁵ Il est probable que le Kosovo médiéval était peuplé de populations latinisées, de populations hellénisées et de grecs, mais aussi de proto-albanais et de colons slaves de plus en plus nombreux.

Déréns ne nie pas qu'un lien entre les Illyriens de l'Antiquité et les Albanais modernes est très probable, mais il insiste que cela constitue une erreur de

² Castellan, Jacques: Histoire des Balkans. XIV – XX siècle. Librairie Arthème Fayard : 1991. p. 21.

³ Castellan : Histoire des Balkans. p. 21.

⁴ Déréns, Jean-Arnault et Samary Catherine : Les conflits yougoslaves de A à Z. Les éditions de l'Atelier / Éditions ouvrières. Paris : 2000. p. 229.

⁵ Déréns: Les conflits yougoslaves de A à Z. p. 230.

méthode de vouloir faire de ces Illyriens les « précurseurs » d'une nation qui ne prendra conscience d'elle-même que plusieurs siècles plus tard. En revanche, Castellan formule de la façon suivante : « Les plus anciens Balkaniques sont sans doute les Grecs et les Illyriens-Albanais. »⁶

Ce débat ne se joue pas qu'en niveau académique. A l'école, les enseignants serbes et kosovars albanais ne peuvent pas présenter une version qui est assez objective pour tenir compte des opinions historiques différentes. C'est la raison pour laquelle on a institué des programmes différenciés dans la Yougoslavie de Tito. L'unification de ces programmes par Milošević en 1990 provoqua une crise au Kosovo.

Héritage du passé

L'héritage historique des Balkans remonte au XV. siècle avant J.-C. : C'est l'Hellade qui est la plus profonde des couches historiques des Balkans et c'est sur l'île de Crète qu'on a trouvé la plus ancienne langue grecque. La thalassocratie crétoise a dominé les Cyclades et les côtes occidentales de la mer Egée. Le deuxième point de départ de l'Hellade, c'était l'arrivée des Achéens et des Doriens sur la péninsule balkanique. Les Achéens étaient un peuple indo-européen qui est venu du Nord et s'est établi en Thessalie, en Grèce centrale et dans le Péloponnèse ; Les Doriens venaient des actuelles régions macédoniennes et bulgares et se sont établis en Épire, en Acarnanie et dans tout le Péloponnèse. Il se constitue une cité-Etat qui passe de la royauté à une aristocratie foncière et à une démocratie à esclaves. Du VII. au IX. siècle, un mouvement de colonisation est provoqué par des luttes internes et des rivalités commerciales ; par conséquent, une série de ville-filiales prospère le long des côtes des Balkans.

L'épopée macédonienne englobait toute la péninsule balkanique et de l'Égypte aux chaînes du Pamir et à l'Indus. Mais l'immense empire n'a pas survécu à son fondateur Alexandre le Grand et en 168 avant J.-C. la Macédoine est écrasée définitivement par les Romains. Sous Alexandre, la culture grecque a pénétré dans la péninsule balkanique et l'ensemble de la péninsule a été réuni sous une même autorité.

⁶ Castellan : Histoire des Balkans. p. 21.

Après l'hellénisation, les Balkans changent une fois de nouveau en matière de politique et de culture : ils sont incorporés dans l'Imperium romanum. Dès Auguste, les Balkans se divisaient en provinces de Crète, d'Achaïe, d'Épire, de Macédoine, de Thrace, de Maesie et d'Illyrie et sous Trajan la province de Dacie s'y est ajouté. La totalité de la péninsule était alors placée sous une autorité unique et l'Empire romain a laissé des traces profondes. On a construit un vaste réseau routier – des « voies romaines » - dont la via Egnatia est la plus connue ; on a établi/fixé des citoyens romains et on a fondé des villes-forteresses ou villes-marchés qui étaient souvent à l'origine des grandes cités balkaniques : Hadrianopolis (aujourd'hui : Edirne), Serdica (Sofia), Naissus (Nis), Singidunum (Belgrade).

Mais, la romanisation dans les Balkans a été retenue par l'hellénisme. Aux frontières du domaine hellénique et du domaine romain, le conflit entre les deux cultures s'est manifesté le plus. Au nord-est, le processus d'hellénisation s'achève, tandis qu'au nord-ouest, les Illyriens adoptèrent le latin. Cependant, dans quelques cantons, les parlers traditionnels continuèrent et quelques siècles plus tard, l'albanais se forma.

II. De l'Empire romain à l'occupation ottomane

L'Empire byzantin

Pour faire face aux difficultés croissantes de l'Empire romain, l'empereur Constantin fonde une nouvelle capitale, Constantinople. Elle est fondée en 330 sur le site de la ville antique de Byzance et va devenir le centre de l'Empire byzantin. Comme l'empire romain est orienté vers l'est – avec la création de Constantinople-, les Balkans connaissent une augmentation de leur importance militaire, politique et économique. Prévélakis explique que « [la] place de la péninsule, entre l'ancienne et la nouvelle Rome, allait en faire un pont, mais aussi une zone de confrontation. »⁷ Après l'inauguration de Constantinople comme capitale nouvelle de l'Empire, le partage officiel de 395, le sac de Rome par les Wisigoths et la déposition de Romulus Augustule font que l'Orient romain a une prépondérance nette par rapport à l'Occident.

⁷ Prévélakis, Georges: Les Balkans. Cultures et géopolitique. Éditions Nathan. Paris : 1994. p. 37.

L'empire byzantin était confronté à des problèmes externes – l'invasion par d'autres peuples – et à des problèmes internes, surtout des conflits théologiques. Avec le premier schisme – en 482 – entre Rome et Constantinople, on voit que Rome a perdu son influence dans l'Est. L'opposition la plus nette entre Rome et Constantinople était le rapport entre l'Église et le pouvoir séculier : Tandis qu'à l'Est le pouvoir séculaire et l'Église se confondent, Rome considère que l'Église doit être indépendante du pouvoir séculier.

La rupture des liens avec Rome provoque la mutation de la civilisation balkanique vers l'hellénisme. « L'Église de Constantinople était grecque par son patriarche, par la langue de sa liturgie, plus profondément par les sources de sa théologie qui s'appropriait le fonds de la philosophie antique. »⁸ Ce sont les structures romaines de l'État, la culture hellénistique et la foi chrétienne qui constituent le fondement de l'empire et la civilisation byzantine.

A partir des VII et VIII siècles l'Empire se concentre sur les territoires balkaniques et anatoliens ce qui augmente l'homogénéité territoriale et culturelle de l'Empire et il s'hellénise complètement. « Les richesses de Constantinople, le niveau élevé de la civilisation et de la culture byzantine, la cohérence de l'idéologie impériale et le rayonnement de l'église orthodoxe, en faisaient un objet de fascination pour les peuples barbares. »⁹ Sous Justin Ier et Justinien (527 – 565), les Slaves traversent le Danube et avancent jusqu'à l'Adriatique et le littoral de la mer Égée ; à partir des années 80 du VI. siècle, ils s'installent en masses sur le territoire byzantin. Les Slaves restent dans les Balkans, qui sont sous leur domination pendant deux siècles. Une grande partie des Balkans se slavise ainsi, mais dans d'autres régions les Slaves s'hellénisent et repoussent les populations autochtones dans des zones périphériques (les îles grecques, les montagnes albanaises ou valaques). « Tandis que s'accomplissait cette mutation ethnique, Héraclius permit aux tribus serbes et croates quittant leurs habitats du nord des Carpates de s'établir dans leurs territoires actuels après en avoir chassé les Avars »¹⁰. Alors, une autre mutation a lieu dans les Balkans : ils deviennent fondamentalement gréco-slaves. « Désormais, et cinq siècles durant, l'histoire de la péninsule fut celle de la compétition entre ces deux éléments incarnés en des

⁸ Castellan: Histoire des Balkans. p. 34.

⁹ Prévélakis : Les Balkans. p. 39.

¹⁰ Castellan: Histoire des Balkans. p. 35.

États hostiles et en des églises rivales, mais rapprochés par des cultures dont la ville impériale demeurerait le modèle. »¹¹

Les Bulgares (dans l'Empire byzantin)

Dans les Balkans, l'influence byzantine était limitée par l'existence des États slaves, tel celui des Bulgares. Entre 681 et 1018, l'empire bulgare se constituait. En 681, les troupes du khan Asparuk occupaient l'ancienne province de Mésie – cet état a été reconnu indépendant de l'Empire. Les historiens appellent ce peuple protobulgare – ils étaient d'origine touranienne et apparenté aux Huns et avait constitué un grand royaume détruit par les Khazars au milieu du VII. siècle. La plupart du peuple s'est alors soumise, mais un nombre de gens important – les troupes du Khan Asparuk – occupe la Mésie et fonde l'empire bulgare, un état bulgare-slave, comme cette région était peuplée des Slaves avant l'arrivée des Bulgares. C'est la christianisation des Bulgares qui va achever le processus d'unification politique et ethnique du pays : sous Boris-Michel, qui s'était converti, les Bulgares étaient devenus chrétiens : « Les disciples de Cyrille et Méthode chassés de Moravie, parmi lesquels Clément (dit d'Ohrid) et son frère Naum, furent en définitive les organisateurs de l'Église bulgare à laquelle ils donnèrent une liturgie en slavon et une nouvelle écriture inspirée des majuscules grecques, que l'on appela « cyrillique ». Le christianisme des Bulgares n'en restait pas moins une variante en langue slave du christianisme byzantin. »¹²

Le fils de Boris-Michel, Siméon, est présenté par les historiens bulgares comme le grand adversaire de Byzance. En faisant des études dans la capitale, il connaissait le grec parfaitement et admirait la culture byzantine. Mais, néanmoins, il a mené la guerre contre l'empire byzantin et a écrasé les armées impériales et dominé tous les Balkans jusqu'à Andrinople, Serrès et Kastoria. Par la suite, il s'est intitulé « Basileus des Bulgares et des Grecs ». Mais la décadence de l'Empire bulgare était inévitable. Le basileus Jean Tzimiscès a annexé la plus grande partie du territoire bulgare et a supprimé le patriarcat bulgare créé par Siméon en 925. Pour les Bulgares d'aujourd'hui, cette période de leur histoire constitue une période importante pour le mémoire collectif – « ce portrait de Siméon introduit les Bulgares d'aujourd'hui dans un monde très ancien où leur nom était respecté, leurs armées campaient devant Byzance et leur tsar

¹¹ Castellan: Histoire des Balkans. p. 35.

¹² Castellan: Histoire des Balkans. p. 38.

était sur le point de monter sur le trône de Constantinople. Compensation pour les déboires du XXe siècle. »¹³

Les Serbes (dans l'Empire byzantin)

« La Serbie médiévale a existé en tant qu'État de 1166-1167, lorsque Stevan Nemanja devint gouverneur- grand Zupan- de Rascie jusqu'à la défaite du despote de Smeredevo devant les Ottomans en 1459. »¹⁴ Etienne de la dynastie des Nemanjides a été le premier roi serbe couronné (en 1217). Et à partir de 1219, les Serbes avaient leur Église autocéphale avec son siège à Pec. Elle était indépendante du patriarche œcuménique et célébrait la liturgie en slavon, mais tout de même elle restait byzantine par sa spiritualité et par sa discipline. Etienne Uros conquiert Skopje, qui était occupée par les Bulgares, et en fait sa capitale. Le successeur d'Etienne Uros remporte une grande victoire sur les Bulgares en 1330 et permet ainsi aux Serbes de jouer un rôle prépondérant dans les Balkans par la suite. C'est sous Etienne Dusan (1331 – 1355) que cela a été réalisé – il a été le fondateur d'un vaste état serbe qui s'étendait du Danube au Péloponnèse. A Pâques 1346 il s'est fait couronner « Empereur des Serbes et des Grecs » à Skopje. Il est considéré comme le plus grand des souverains de la Serbie et a créé un code de lois qu'on peu décrire comme une synthèse du droit byzantin aux coutumes serbes. Dusan a essayé de conquérir Byzance, mais n'y est pas arrivé et après sa mort l'Empire serbe se morcèle en principautés rivales.

Le déclin de Byzance

L'Empire byzantin a dû affronter des ennemis internes – les Bulgares, les Serbes et les Turcs, et externes – les Perses, les Arabes et l'Occident. « L'Occident [...] n'a cessé d'accroître son influence et sa pénétration dans l'espace byzantin. La lutte entre ces deux mondes s'est manifestée sur tous les plans. »¹⁵ En ce qui concerne la culture et la religion, l'Occident et l'Orient ont été en compétition permanente pour agrandir leur zone d'influence. Ainsi, une division entre le monde orthodoxe et le monde catholique s'est formée en Europe.

¹³Castellan, Georges: Le monde des Balkans. Poudrière ou zone de paix ? Librairie Vuibert. Paris : 1994. p. 28.

¹⁴Castellan : Le monde des Balkans. p. 32.

¹⁵Prévelakis : Les Balkans. p. 41.

En 1204 (13 avril 1204), Constantinople est conquise lors de la quatrième croisade qui était guidée par Venise (« [l]a grande victoire de l'impérialisme économique italien est incontestablement la quatrième croisade, lorsque Constantinople a été mise à sac par les Croisés et que Venise a obtenu toute une série d'escales le long du littoral balkanique et pontique »)¹⁶. « En 1190, l'empereur Frédéric Barberousse avait déjà failli s'emparer de la ville, au moment où le basileus s'alliait au conquérant même de Jérusalem, le sultan Saladin, contre qui était organisée la croisade. »¹⁷ Poussé par la haine, les soldats ont pillé « la cité de Constantin le Grand, qui avait résisté, invaincue, aux attaques des Perses, des Arabes, des Avars, des Russes, des Bulgares. »¹⁸ Cet événement était très dur pour le mémoire collectif jusqu'à la conquête turque deux siècles et demi plus tard. Le territoire de Byzance était partagé entre l'empereur latin, Venise, et les chevaliers (sous forme de fiefs impériaux). Sous l'occupation, on pouvait assister à des problèmes culturels et religieux entre les Byzantins et les occupants. A cause de ces difficultés, de nouveaux états se sont formés et les guerres et les alliances se sont succédées. Mais le 15 août 1261, Michel VIII Paléologue (l'empereur de Nicée) va restaurer l'Empire byzantin. Néanmoins, l'Empire ne retrouve plus son unité. Le morcellement féodal demeura et « au milieu du XIV^e siècle, l'*Imperium* était réduit à la Thrace, à la ville de Thessalonique, à l'enclave de Mistra, dans le Péloponnèse, et à quelques îles secondaires. »¹⁹ En plus, Byzance souffrit d'une crise financière et sa monnaie recula, ce qui provoqua un mécontentement croissant de la population.

¹⁶ Prévelakis : Les Balkans. p. 41.

¹⁷ Castellan: Histoire des Balkans. p.40.

¹⁸ Castellan: Histoire des Balkans. p. 40.

¹⁹ Castellan : Histoire des Balkans. p. 42.

III. Le XIV^e siècle : La défaite devant les Ottomans

L'expansion de l'Empire ottoman

Lorsque Constantinople fut prise par les Ottomans, les Balkans étaient déjà divisés entre une zone linguistique slave et une zone linguistique grecque, mais leur point uni était l'orthodoxie excepté la Croatie et la Dalmatie avec une majorité des Catholiques. Sur le plan politique, l'empire byzantin était réduit à la capitale et à ses environs immédiats, à la ville de Thessalonique et à ses environs, au despotat semi-autonome de Mistra, dans le Péloponnèse et à quelques îles. « Au nord d'une ligne Arta-Volos, les territoires qui avaient constitué les empires de Kaloyan et de Dusan avaient éclaté en une dizaine de principautés instables. Aucun de ces États n'avait la force nécessaire pour résister aux assauts des spahis et des janissaires. »²⁰ Sur le plan religieux, presque tous les peuples balkaniques étaient restés fidèles à l'Église d'Orient. La latinisation après 1204 avait presque disparu après la restauration de l'Empire byzantin en 1261.

La mosaïque des peuples balkaniques avait été formée par la culture de Byzance. Tout le monde a vécu d'après le modèle byzantin. « Au terme d'un millénaire d'*Imperium romanum* oriental, les Ottomans rencontrèrent dans les Balkans des populations chrétiennes byzantinisées, aux structures semblables, de type féodal, encadrant des communautés paysannes traditionnelles. »²¹ Et en ce qui concerne la culture, les Orthodoxes étaient plus proches des Ottomans que des Latins à force de s'influencer mutuellement. « [L]a résistance du dernier empereur byzantin n'est pas l'expression d'une opposition profonde entre Chrétiens et Musulmans, mais plutôt la dernière tentative grecque pour conserver la primauté dans son association avec les Turcs. »²²

L'expansion en Europe de l'empire ottoman commence sous Mourâd I^{er}, le second fils d'Orkhân. Il sera le premier grand conquérant en Europe en profitant des rivalités entre les différents États balkaniques, entre Constantinople et Rome et entre Venise et Gênes. Mais il fait aussi des conquêtes en Asie Mineure dans la région d'Ankara et d'Antalia et arrive à maintenir l'équilibre des deux côtés des Détroits jusqu'à la fin du siècle (l'arrivée des Mongols). Murâd achève la conquête de la Thrace et en 1361, il conquiert la ville d'Andrinople et en fait sa

²⁰ Castellan: Histoire des Balkans. p. 46.

²¹ Castellan: Histoire des Balkans. p. 47.

²² Prévélakis: Les Balkans. p. 45.

capitale et « [d]ès 1363, les Byzantins deviennent, en pratique, vassaux des Ottomans. »²³ Car le basileus de Byzance ne pouvait pas résister aux troupes ottomanes. En 1364, le général ottoman Lala Châhîn conquiert Philippopolis et Murâd l'installe comme premier gouverneur du pays romain nommé *beylerbey de Roumélie*. Murâd transfère sa capitale de Brousse à Andrinople (désormais Edirne) en 1365. En 1371, les deux princes serbes Dukasin et Ugljesa lancent une offensive contre les Ottomans avec le soutien du roi de Hongrie Louis le Grand d'Anjou, mais ce sont les troupes ottomanes qui remportent la victoire sur les troupes serbo-hongroises dans la bataille de la Maritsa. « Les chroniqueurs musulmans créditent Murâd d'une manœuvre en forme de guet-apens sur la rive de la Maritsa, tandis que leurs homologues chrétiens attribuent la victoire à des begs locaux, tel Evrenos. »²⁴ Cette bataille est un pas important pour les Ottomans dans la conquête des Balkans, comme les chefs serbes sont obligés de reconnaître la position dominante des Ottomans et en 1372, le basileus Jean V et le Bulgare Jean Sisman doivent s'incliner devant le pouvoir ottoman. « Moins de vingt ans après le premier établissement des Ottomans dans les Balkans, les trois anciens empires – le byzantin, le bulgare, le serbe – étaient réduits à l'état de vassaux de l'émir d'Andrinople. »²⁵ Mourad s'installe de plus en plus vers l'ouest et continue avec ses conquêtes en Europe balkanique, il prend Nich en 1375, Sofia en 1382 et Salonique en 1386.

La bataille du Kosovo en 1389

Le prince serbe Lazare – issu de la dynastie des Nemanja – ayant le pouvoir dans la Rascie s'allie avec Tvrtko de Bosnie, qui réussit à battre une armée ottomane en 1388. peu de temps après, le grand Vizir Alî Pacha envahit le territoire du royaume bulgare et occupe plusieurs ville et installe ainsi les Ottomans sur le Danube.

Au Printemps 1389 Murâd vient dans les Balkans pour la campagne contre les alliés slaves. « Parti de Filipe, il fit route, par Sofia, non vers Nis où l'attendaient Lazare et Tvrtko, mais vers Velbuzd (Kjustendil), d'où il gagna la plaine de Kosovo – Kosovo polje, « le champ des merles » - , aux abords de la

²³ Sellier, Jean et Sellier, André : Atlas des peuples d'Orient. Moyen-orient Caucase Asie centrale. La Découverte. Paris : 1999 (pour la présente édition). p. 173.

²⁴ Castellan : Histoire des Balkans. p. 63.

²⁵ Castellan : Histoire des Balkans. p. 63.

ville actuelle de Pristina. »²⁶ Les troupes se sont rencontrées le 15 juin – c'est le jour de la Saint-Guy/Vidovdan. Comme c'est une bataille presque mythique et entourée de légendes, c'est difficile de reconstituer son déroulement. Il y a plusieurs versions et souvent on essaie de reconstituer la bataille et son résultat d'après ses propres intentions. « Les historiens non-engagés sont à peu près unanimes à retenir qu'une coalition des peuples chrétiens des Balkans combattit alors contre les Turcs : il y avait des Serbes mais aussi les Bosniaques du roi Tvrtko, des Vlachs ou encore des Albanais. Seul le commandement stratégique de la bataille avait été confié au prince serbe Lazar Hrebeljanovic. »²⁷ Mais dans l'armée de Murâd, il y a eu aussi des vassaux chrétiens comme le prince bulgare de Velbuzd et le Serbe Marko Kraljevic. Après une première phase de la bataille pendant laquelle les troupes de Lazar Hrebeljanovic ont dominé, le sort bouscule et les troupes ottomanes sont à l'avantage. Pendant la bataille, le sultan ottoman – Murâd – est mort et il existe deux versions. Les sources ottomanes prétendent qu'il est mort dans la bataille, tandis que les sources serbes prétendent que la mort du sultan a été un acte du chevalier Milos Obilic, qui aurait poignardé le sultan. Également, il y a deux versions pour expliquer pourquoi la bataille a pris un tournant. Opposé aux sources serbes, qui disent que la trahison de Vuk Brankovic a provoqué la défaite, les sources ottomanes disent que c'était grâce à l'intervention de Bâyezid, l'héritier de l'empire, que les Ottomans avaient gagné. Le nationalisme serbe s'empare de cette bataille pour en faire un mythe national : « [P]révenu par un ange, le prince Lazar aurait été placé devant un choix, à la veille de la bataille : accepter de perdre celle-ci pour gagner le ciel. Tel un nouveau Christ, Lazar, aurait renoncé alors à la victoire temporelle et au royaume de ce monde, faisant des Serbes, par son choix engageant tous ses compatriotes pour l'éternité, un 'peuple céleste'. »²⁸ Ils présentent le Kosovo comme la « Jérusalem serbe » et on met en place un souvenir idéalisé de cette bataille de 1389.

Après la défaite de 1389 et l'annexion de 1459, ce fut surtout l'Eglise qui assura la transmission de la mémoire historique de l'identité nationale. Ainsi, le souvenir de la bataille du Kosovo fut transmis par les chroniques rédigées par des moines et par des chants épiques.

²⁶ Castellan: Histoire des Balkans. p. 65.

²⁷ Dérens: Les conflits yougoslaves. p. 39.

²⁸ Dérens: Les conflits yougoslaves. p. 39.

La continuation de la conquête des Balkans

Après la mort de Murâd, son fils Bâyezid va être sultan, après avoir fait mettre à mort son frère aîné Yakoub et il va continuer l'œuvre de Murâd I. « Ce souverain aux vastes ambitions voulait donner une autre dimension à son royaume. Tournant d'abord son attention vers l'est, il conquiert un à un tous les émirats turcs (Sarukhan, Aydin, Menteche, Hamid, Karaman, Germiyân, Sivas) et annexe l'ensemble de l'Anatolie. »²⁹ En Europe, il achève la conquête de la Serbie et met en œuvre le siège de Constantinople, tandis que des armées turques essaient d'occuper la Valachie, la Hongrie et la Bosnie. Sigismond, le roi de la Hongrie lui déclare la guerre et organise une croisade dans laquelle ceux qui y participent vont être battus à Nicopolis en septembre 1396. Par la suite, les Turcs entre en Grèce et conquièrent Larissa, Patras, Athènes et le Péloponnèse.

Lors de la bataille d'Ankara en 1402, Bayezid (qu'on avait surnommé Yildirim = « La Foudre ») est fait prisonnier par le chef mongol Tamerlan – la bataille marque l'arrêt de l'expansion ottomane en Asie et même des pertes territoriales. Après la mort de Bayezid, une guerre pour la succession à la tête de l'Empire éclate entre ses quatre fils (Isa, Mehmed, Mousa et Suleyman) et c'est Mehmed qui réussit à reconstituer l'unité de l'Empire ottoman.

Mehmed I

Mehmed régna de 1413 à 1421 et entretint de bonnes relations avec Byzance. À l'intérieur, il renforça le caractère turc du pouvoir : « les femmes chrétiennes et leur entourage furent chassés du sérail, la langue grecque en fut bannie au bénéfice du turc et du persan, les chroniqueurs de la cour durent reconstituer les origines seljoukides de la Maison d'Osmân. »³⁰ On multiplia les razzias en Bosnie et la conversion à l'islam des féodaux bogomiles commença. La fin du règne de Mehmed I fut caractérisée par des révoltes et des problèmes de la succession au trône, mais il avait quand même atteint son but de reconstituer un Empire ottoman réunifié et pacifié.

²⁹ Hitzel, Frédéric : L'Empire Ottoman. XV – XVIII siècles. Société d'édition Les Belles Lettres. Paris :

³⁰ Castellan : Histoire des Balkans. p. 74.

Mourad II

Mourad II régna pendant 30 ans, de 1421 à 1451 et après avoir assuré son pouvoir, il reprit la conquête des Balkans. Il conquiert Thessalonique au printemps de 1429 et cette ville restera ottomane jusqu'à 1912.

« Avec les princes chrétiens de l'ouest de la péninsule balkanique – seigneurs de l'Albanie du Nord, despote de Serbie – et surtout avec leur protecteur le roi Sigismond de Hongrie, Murâd avait signé en 1424 une trêve complétant celle conclue la même année avec Byzance. »³¹ Cependant, après des désaccords, la guerre reprit en 1428 et le sultan occupa la Serbie, qui sera le départ pour les opérations militaires suivantes en Albanie. Les États chrétiens qui étaient des vassaux du sultan, se transformaient en provinces de l'Empire ottoman qui s'étendait dans les Balkans et en Asie Mineure. Pour lutter contre cette influence croissante de l'Empire ottoman, le basileus Jean VIII voulait réaliser l'Union des Églises sous la direction du pape, pour obtenir de l'aide financière et militaire contre les Ottomans. Après des conflits, l'Union fut proclamée à Florence en 1439 et après la victoire de l'homme de guerre hongrois Jean Hunyadi sur les troupes ottomanes en 1442, l'esprit de croisade se renouvela. L'armée hongroise avec des chevaliers occidentaux et des troupes serbes fit des conquêtes, mais fut arrêtée par Murâd et obligée à une retraite difficile. La révolte de Skanderbeg sera traitée dans le chapitre suivant. La rencontre décisif entre Hunyadi et ses troupes et Murâd eut lieu en octobre 1448, au Kosovo. Les Ottomans l'emportèrent et peu de temps après le basileus Jean mourut. Son plus jeune frère Constantin lui succéda et devint le basileus Constantin XI – le dernier empereur de Byzance.

« Indiscutablement, Murâd II avait été le grand conquérant des Balkans : il ne laissait à son successeur que le soin de faire disparaître les quelques débris de l'Empire byzantin, mais surtout son symbole, Constantinople. Il avait brisé définitivement la croisade et léguait à son fils une armée puissante et une administration restaurée. »³²

³¹ Castellan : Histoire des Balkans. p. 79.

³² Castellan : Histoire des Balkans. p. 84.

Mehmed II et la prise de Constantinople

Mehmed II (1451 – 1481) fut surnommé Fâtih – le Conquérant. Le siège de Constantinople commença le 5 avril 1453 et dans la nuit du 28 au 29 mai Mehmed ordonna l'assaut de la ville et au soir du 29 mai, Mehmed Fâtih entra à cheval dans la ville pour montrer sa victoire. « L'État byzantin était mort avec son dernier empereur et nombre de trésors de sa culture disparurent dans le pillage qui, conformément à la promesse du sultan, dura trois jours. »³³ Mehmed II avait l'intention de refaire de la ville de Constantinople la capitale d'un nouvel empire. La ville fut islamisée et on renouvela la population. Byzance devint Istanbul, une ville musulmane. Après avoir terminé le palais pour Mehmed II durant l'hiver 1457/1458, la ville devint la capitale de l'Empire ottoman.

La Révolte de Skanderbeg

Connu sous le nom de Skanderbeg, George Kastriotë était membre d'une famille importante originaire du village de Kastrat, au nord-est de l'Albanie actuelle. Il est enlevé par les Ottomans et donné à Mehmed Ier comme otage. On l'envoie à Edirne où il est élevé selon la tradition et la culture musulmane. Cette pratique commença sous Bayézid I – on recrute des enfants chrétiens qui étaient destinés à devenir des Janissaires ou des pages et qui avaient ainsi accès à de hautes fonctions. On appela cela le *devchirmè*.

George Kastriotë devient un brillant capitaine musulman – on le nomme Iskander Bey (le prince Alexandre) et ce nom lui est resté.³⁴ Il obtient un diplôme de sipâhi (=cavalier de l'armée) et revient dans son pays en 1438 et devient administrateur dans la région de Kruja. Mais en novembre 1443, après la victoire de Jean Hunyadi à Niš, Skanderbeg décida d'abandonner l'armée ottomane et de se lancer dans la résistance. Il s'empara de la citadelle de Kruja et commença après de réunir les féodaux albanais pour constituer une ligue contre les Ottomans. Le pape Pie II nomma Skanderbeg « l'athlète du Christ ». Skanderbeg lutta contre les Ottomans jusqu'à sa mort en janvier 1468.

Dans l'« Histoire de l'Albanie », la mort de Skanderbeg est décrite de la façon suivante : « Skanderbeg se préparait une fois de plus à aller au-devant de l'ennemi à la tête de ses armées, lorsqu'il fut brusquement terrassé par une attaque de fièvre. Épuisé par tant d'épreuves, il ne put résister à la maladie.

³³ Castellan : Histoire des Balkans. P. 90.

³⁴ Cf. Atlas des peuples de l'Europe centrale. p. 180.

Quelques jours plus tard, comme les forces albanaises, combattant pour la première fois sans leur chef, venaient de remporter, aux environs de Shkodra, une nouvelle victoire, Georges Kastriot Skanderbeg, à la mémoire duquel devait s'attacher une gloire éternelle, mourait à Lezha le 17 janvier 1468. »³⁵

L'épopée de Skanderbeg est un mythe fondateur du peuple albanais et un précurseur pour l'indépendance albanaise.

IV. La domination ottomane au XV/XVI/XVII/XVIII siècle

L'évolution politique de l'empire ottoman de la prise de Constantinople jusqu'à l'apogée sous Soliman

Bayezid II

Après la mort de Mehmed II, c'est son fils Bayezid II qui règnera à partir de 1481. Bayezid renouvelle les traités avec Venise (1481) et Raguse concernant des privilèges commerciaux et achève la conquête de l'Herzégovine (1483). Avec le roi de Hongrie – Mathias Corvin - , Bayezid II signe une trêve de 5 ans ; mais après la mort de Mathias Corvin, Bayezid II s'attaque à nouveau à Belgrade qui avait été défendue par les Hongrois. L'attaque fut un échec pour les Ottomans et par la suite, une trêve de 10 ans est signée. Cependant, la guerre avec Venise recommence et « [p]our enrayer l'avance musulmane, une ligue se forme, comprenant Venise, le pape, la Hongrie, l'Espagne et la France »³⁶. En 1502, on signe la paix avec Venise et en 1503 avec la Hongrie. « A ce moment, la paix règne partout, à l'intérieur comme à l'extérieur : le désir de Bayezid est ainsi réalisé. »³⁷ Cependant, il y a des difficultés dans la famille du sultan en ce qui concerne la succession. Le deuxième fils – Ahmed – serait désigné pour succéder à son père, mais Selim qui est le favori des janissaires se rebelle et Bayezid sera obligé d'abdiquer en avril 1512.

³⁵ Pollo Stefanaq et Arben Puto (direction) : Histoire de l'Albanie. Des origines à nos jours. Editions Horvath. p. 97/98.

³⁶ Mantran, Robert: Histoire de la Turquie. Collection que-sais-je ? PUF. Paris : 1993 (1. édition : 1952). p. 47.

³⁷ Mantran: Histoire de la Turquie. p. 47.

Sélim I (1512 – 1520)

Après son accession au pouvoir, Sélim renouvelle aussi les traités avec la Hongrie, Venise et Raguse et se concentre après sur l'Orient. En 1514, il remporte une victoire sur l'armée persane de Châh Ismâ'îl et il occupe Tabriz, la capitale des Safavides. En 1515, il conquiert l'État des Dhoulkadir et contrôle désormais toute l'Anatolie sud-orientale. L'occupation de la Syrie et de la Palestine suit à la victoire des Ottomans sur les Mamelouks à Mardj Dâbiq et la bataille de Mokattam (janvier 1517) bestätigt (confirme) la défaite des Mamelouks et l'Égypte sera incorporée dans l'Empire ottoman. « Sélim reçoit alors l'hommage des principaux émirs de l'Égypte, ainsi que celui du chérif de La Mecque qui s'engage à prononcer son nom à la *khotba* ; il est en outre reconnu officiellement comme le protecteur et le serviteur des deux villes saintes (La Mecque et Médine) »³⁸. Sous le règne de Sélim I, l'Empire a été agrandi et les Ottomans se sont imposés aux pays arabes – une domination qui durera jusqu'à 1918 (mais pas en Égypte).

Suleyman I

Suleyman, qui a été surnommé « Le Législateur » (Kânûni) par les Turcs et « Soliman le Magnifique » par les Occidentaux, est le plus grand et le plus connu des sultans ottomans. C'est sous son règne que l'Empire ottoman a le plus grand prestige et il intervient même comme médiateur entre Charles Quint et François Ier en Europe. A l'intérieur de son empire, il améliore l'administration des immenses domaines soumis aux Ottomans et il encourage les activités intellectuelles et artistiques ce qui fait de son règne l'âge d'or de l'Empire ottoman.

Soliman le Magnifique mène 10 campagnes en Europe et 3 en Asie. « La frontière du Danube fut la première à attirer son attention. Depuis plus d'un siècle, le royaume de Hongrie avait été le noyau de toutes les tentatives de croisade anti-ottomane, et la forteresse de Buda se proclamait fièrement le 'bouclier de la chrétienté' »³⁹. La première expédition a lieu en 1521 contre la Hongrie – en 1526 il remporte la victoire sur les Hongrois à Mohács. Buda et Szeged tombent et la Hongrie passera sous domination ottomane pendant les 150 ans qui suivent. Lors de sa quatrième campagne, il assiège Vienne (du 27 septembre au 15 octobre

³⁸ Mantran: Histoire de la Turquie. p. 48.

³⁹ Castellan : Histoire des Balkans. p. 100.

1529) mais il n'a pas de succès. « Quand la campagne autour de Vienne fut entièrement ravagée, les troupes ottomanes lancèrent des razzias jusqu'à Ratisbonne, en Bavière, et Brunn, en Bohème, faisant souffler sur toute la Chrétienté un vent de panique. Ce n'était pas suffisant pour décider de la victoire. Devant le découragement de ses troupes, Süleymân se résigna, et, le 14 octobre, donna l'ordre de la retraite. Vienne était sauvée. »⁴⁰ Après une campagne contre Charles Quint en 1532 et une campagne contre la Perse en 1534 où il occupe Bagdad et assure ainsi la domination ottomane sur le monde arabe oriental, il mène une intervention contre la Moldavie en 1538. « Il pilla les principales villes moldaves, s'emparant de Iasi, où il fit transférer plus tard la capitale ; le voïvode fut remplacé sur le trône, et le sud de la Bessarabie fut annexé à l'immense empire. Le sultan y organisa *les terres raïa* (c'est-à-dire les zones militaires) de Tighana et de Bugeac, coupant la Moldavie de la mer Noire. En 1542, il fit de même pour la Valachie en annexant la région autour de Braila, ce qui écartait la principauté des bouches du Danube. Désormais, tout le rivage de la mer Noire, du Bosphore à l'embouchure du Dniestr, était incorporé à l'empire du sultan. »⁴¹ La huitième et la neuvième campagne sont de nouveau dirigée contre la Hongrie. Le 26 août 1541, Pest est occupée. Le pays est définitivement annexé et placé sous l'autorité d'un gouverneur turc. Encore deux campagnes sont menées contre la Perse. « Il conquiert les villes de Nakhitchévan et d'Erivan. La paix signée en 1555 assure la suprématie de Suleyman sur Tahmasp. »⁴² Des désaccords avec Ferdinand d'Autriche sur le statut de la Transylvanie provoquent 10 ans d'hostilités et ce n'est qu'en 1562 que la paix est conclue sous condition que Ferdinand renonce à ses prétentions sur la Transylvanie et continue à payer le tribut. Le nouveau roi de Hongrie, Maximilian va refuser de payer le tribut et revendiquer de nouveau la Transylvanie, ce qui provoquera la treizième et dernière campagne de Soliman, en 1566. La ville de Szeged (aujourd'hui : Szigetvar) sera assiégée, mais elle sera prise seulement au bout de plusieurs mois, le 8 septembre 1566. Soliman meurt peu de temps avant, dans la nuit du 5 au 6 septembre 1566. « Ainsi se terminait, en terre chrétienne, la vie du sultan qui avait rêvé d'un empire mondial et fait de l'Empire ottoman la première puissance de l'Europe, l'arbitre de la lutte entre les Habsbourg et la France ; en Asie, face à

⁴⁰ Castellan : Histoire des Balkans. p. 104.

⁴¹ Castellan : Histoire des Balkans. p. 106/107.

⁴² Mantran : Histoire de la Turquie. p. 52.

la Perse, il était devenu le maître de la Mésopotamie jusqu'au golfe Persique, de l'Arménie, d'une partie de la Géorgie ; enfin, en Afrique, il avait étendu sa suzeraineté des frontières de l'Égypte au détroit de Gibraltar par les régences de Tunis et d'Alger. »⁴³

« [I]l n'est pas possible d'étudier l'histoire de l'Europe dans la première moitié du XVI siècle sans faire intervenir sa forte personnalité aux côtés de Charles Quint et François Ier : Suleyman Ier est incontestablement une des grandes figures de l'histoire. »⁴⁴

L'Organisation politique et administrative

L'Unité et la sécurité de l'Empire ont été assurées par la bureaucratie et par l'armée et c'est le fait que des régions périphériques ont réclamé plus de pouvoir qui provoque l'affaiblissement de l'Empire ottoman. L'empire ottoman était organisé de façon centralisée avec comme/la capitale Istanbul où résidait le sultan qui avait de larges pouvoirs ; mais il était doté également des structures décentralisées : Après l'État, il existait aussi des formes de subdivision institutionnelle du pays. Le millet était un réseau de petits territoires, qui divisait les gens selon les critères religieux et par conséquent, les membres étaient dispersés dans l'ensemble du territoire de l'Empire. Le système des millets sera traité dans le paragraphe suivant. Après le millet, c'est la zupa (le village) qui constitue le principal cadre de vie ce qui renforce son importance pour les habitants pour lesquels le village est souvent le seul cadre territorial vécu. Cette caractéristique a des conséquences sur le comportement politique des peuples balkaniques jusqu'à nos jours : « L'histoire [...] renforce certains traits psychologiques et culturels : méfiance envers l'État, organisation en réseau, faible territorialité limitée au cadre de la petite région naturelle. »⁴⁵ Le village était auto-administré si on payait régulièrement une taxe à l'État.

Au niveau d'organisation territoriale, le *sandjak* (province) était l'unité de base. A sa tête, on installe un bey – « Mais ces *sandjak bey* se révélèrent fort remuants et, dès 1362, ils furent coiffés par un *beylerbey* (super-bey) dont l'autorité s'étendit peu à peu à toute la conquête européenne. »⁴⁶ Le beylerbeylik de

⁴³ Castellan : Histoire des Balkans. p. 107/108.

⁴⁴ Mantran: Histoire de la Turquie. p. 54.

⁴⁵ Prévelakis : Les Balkans. p. 47.

⁴⁶ Castellan : Histoire des Balkans. p. 122/123.

Roumélie est fondé avec Filibe et après Edirne comme capitale. A la fin du XVI. siècle, tout l'empire était divisé en beylerbeylik (trente-deux beylerbeylik). Sur les territoires européens, on en comptait cinq : les beylerbeylik de Roumélie, de Bosnie, de l'archipel égéen, de Budin (Hongrie) et de Tamisvar. A partir de 1590, on change de nom et on désigne ces provinces comme eyâlet et leurs chefs obtenait le titre de pacha.

Comme « la nouvelle administration mise en place s'appuyait sur le tissu urbain, puisque chaque sandjak s'organisait autour d'une agglomération qui abritait les représentants du pouvoir », le rôle des villes balkaniques – déjà important dans l'Antiquité et sous Byzance – restait prépondérant. La population rurale dans les Balkans a augmenté du XV au XIX siècle – mais pas d'une façon régulière. Surtout les villes proches de la frontière ont souffert des campagnes militaires et des sièges (p.ex. Buda, Belgrade, Sofia, Silistra) entraînant des variations énormes de leur population. A la fin du XV siècle, il y a eu deux villes avec plus de 25 000 habitants, Edirne et Thessalonique (en dehors de Constantinople). La plupart des villes balkaniques comptaient entre 2 000 et 4 000 habitants – le terme ottoman pour la ville est *chehir*. Le bourg consacré aux activités artisanales et commerciales était nommé la *kasaba* – un bourg ou un village fortifié la *palanka* et le mot *varos* était employé pour la partie chrétienne de la ville. Au XV. siècle, la plupart de la population urbaine était chrétien (75%) ; mais un siècle plus tard, la proportion des musulmans était à plus de 50% (grandes variations entre les villes). C'était la ville de Smederevo qui a été pour les Ottomans le centre important de leur progression vers l'ouest jusqu'à la prise de Belgrade en 1521 ; mais elle restait un important centre commercial au XVI. siècle.

La vie économique

« La puissance économique de l'Empire ottoman tient à l'ampleur et à la diversité des ressources rassemblées comme à la stabilité politique et à la sécurité que l'ordre ottoman fait généralement régner. »⁴⁷

Comme l'Empire ottoman s'étend sur un grand territoire, il y a un grand marché intérieur qui multiplie les relations commerciales : « de la Pologne au Yémen, de la Perse au nord de la Hongrie, un marché que stimulent les relations avec les pays d'Occident, mais aussi avec le reste de l'Orient »⁴⁸.

Pour garantir l'influence de l'État et pour assurer les revenus, mais aussi pour protéger les sujets de l'Empire contre p.ex. les fraudes, la pénurie, le chômage, l'État contrôle soigneusement la vie économique. On contrôle des corps de métiers, on fixe les prix, on réquisitionne la main-d'œuvre, les marchandises et les capitaux et on interdit l'exportation de certains produits.

Dans les régions rurales, l'élevage et l'agriculture jouent évidemment un rôle prépondérant, tandis que l'artisanat et le commerce se concentrent sur les villes.

Élevage et agriculture

Les paysans qui cultivent la terre ne sont pas propriétaires de celui-ci – la plupart des terres cultivables appartient à l'État (mîrî). Cependant, les paysans ont un droit d'usufruit qu'ils peuvent léguer à leurs héritiers. Ils ne peuvent pas être dépossédés s'ils assument leurs devoirs. « En échange du droit de cultiver la terre, le paysan doit s'acquitter d'un grand nombre de taxes et redevances [...] en argent ou en nature, qu'il acquitte partie au Trésor, partie au ' maître de la terre ' dont il dépend. »⁴⁹ Les paysans ont la possibilité de se déplacer et de s'installer dans une autre région, mais ce droit est limité et strictement réglementé.

Il y a aussi des populations nomades qui font l'élevage dans les montagnes, les steppes et les déserts, p.ex. les Turkmènes et Kurdes d'Anatolie et les Yürük de Roumélie.

Les conditions pour l'agriculture sont plutôt difficiles, parce que les techniques n'évoluent pas beaucoup et il n'y a pas assez d'outils. Ce sont les céréales qui dominent la production (surtout le blé et l'orge ; en Bulgarie aussi l'avoine et le

⁴⁷ Hitzel : l'Empire ottoman. p. 111.

⁴⁸ Hitzel: l'Empire ottoman. p. 111.

⁴⁹ Hitzel: l'Empire ottoman. p. 112/113.

millet). En Roumélie (dans la vallée de la Maritza) il y a aussi des rizières où on produit en grande quantité pour le commercialiser plus largement.

On élève le mouton et le bovin et dans les parties chrétiennes des Balkans, l'élevage de porcs est répandu. Pour les produits laitiers, le bovin et la brebis fournissent le lait. A la mer, on pratique la pêche et transporte les poissons (p.ex. le caviar et les esturgeons du Danube et de la mer Noire) sur les marchés de l'Empire.

Industrie et artisanat

Avant le XIX. siècle, la métallurgie était la seule branche d'industrie dans l'Empire ottoman. Les métaux appartiennent à l'État qui envoie des intendants pour contrôler l'activité des entrepreneurs. Pour exploiter les mines, les populations rurales environnantes et des corps auxiliaires de l'armée sont utilisés. Comme le travail est pénible, les ouvriers ne doivent travailler que 35 heures et n'étaient pas obligés de payer certains impôts. À côté de l'Anatolie (cuivre et argent) et du Soudan occidental (or), ce sont surtout les Balkans qui ont des gisements riches de métaux. L'argent, le cuivre et le plomb existent surtout en Serbie (Novo Brdo, Sar Planina) en Bosnie (Fojnica, Kresevo, Srebrenica) en Thrace (Sidrekapsi, Pravista) et en Macédoine (Üsküb/Skopje, Kratova). Le fer qui est produit dans les mines de fer de Samokov est utilisé dans l'armement et pour la construction des grandes mosquées.

C'est surtout dans les villes qu'on trouve des manufactures pratiquant toute sorte d'artisanat (p.ex. savonneries, teintureries, pressoirs, ateliers de chaussures, boulangeries) qui fournissent l'essentiel des revenus et qui sont – pour la plupart – des entreprises familiales. La branche la plus importante est le textile qui est ouvert sur un marché large et aussi international. On exporte les spécialités régionales, p.ex. des soieries, la filature ou le tissage du poil de chèvre angora.

« [T]ous les habitants d'une ville pratiquant le même métier sont regroupés par corporations (esnâf) et ceci, quelle que soit leur appartenance à une communauté ethnique ou religieuse, qu'ils soient musulmans ou non-musulmans. »⁵⁰ Ce sont des groupes très structurés, au-dessous des milieux dirigeants et responsables il y a les maîtres, les compagnons et les apprentis. C'est au XVII et XVIII siècles que ces groupes ont le maximum d'influence ce qui impose une rigidité de la vie

⁵⁰ Hitzel: l'Empire ottoman. p. 119.

économique, parce que chaque groupe a certains privilèges, lieux de vente ou de fabrication.

Pour les grands travaux de construction (les édifices religieux et commerciaux, la construction et la réparation de forteresses, d'aqueducs et de ponts) on a besoin d'une organisation de travail plus élaborée.

Commerce

« Le principal souci des hommes d'État ottomans est de veiller à ce que les denrées et marchandises soient suffisantes dans l'Empire et que les revenus de l'État ne soient pas diminués. »⁵¹ Dans les Balkans, on transporte les marchandises surtout par charrettes et chariots, en Asie Mineure surtout par caravanes de chevaux, de mulets et de chameaux. L'approvisionnement de la capitale Istanbul est prioritaire – en plus des produits des pays ottomans, Istanbul importe beaucoup de produits de luxe de partout dans le monde. De même, l'Empire ottoman exporte (des textiles, des aliments, des parfums, des drogues). Les lainages et les feutres de Bulgarie sont très prospères aux XVII – XVIII siècles, tout comme le mohair de la région d'Ankara. La ville de Voskopoje (en Albanie) compte une vingtaine de guildes (au XVIII siècle) dont une partie fabrique de grosses étoffes de laine qui sont exportées vers Venise.

On peut faire la distinction entre deux différents types de commerce, le petit commerce et le grand commerce. Le petit commerce est pratiqué par les boutiquiers et les corporations qui vendent leurs marchandises surtout dans les marchés couverts des villes ou dans les marchés en plein air des villages. Les négociants musulmans, chrétiens ou juifs qui disposent de grands capitaux font le grand commerce - qui font leur fortune surtout avec les articles du luxe. La plus grande partie du commerce ottoman se joue entre les différents « pays » de l'Empire, même si le commerce extérieur occupe aussi un rôle important dans la vie économique de l'Empire ottoman.

⁵¹ Hitzel: L'Empire ottoman. p. 120.

le timâr

« L'institution du timâr [...] est considérée non seulement comme l'un des fondements du système militaire mais aussi socio-économique de l'Empire. »⁵² On l'a construit pour entretenir une armée très grande - on cède une terre en échange de services militaires ou civils. Le timâr est une concession fiscale – le sultan donne pour un certain temps un ou plusieurs villages à un particulier en lui concédant les taxes en argent et en nature qu'il peut prélever des paysans qui, eux, ne lui appartiennent pas (contrairement aux fiefs de l'Occident médiéval). Selon les revenus annuels des timârs, on fixe les obligations militaires. Il y a trois types de timâr : les khâss (revenus annuels supérieurs à 100 000 aspres) – les ze'âmet (revenus annuels entre 20 000 et 100 000 aspres) et les timâr proprement dits (revenus annuels inférieurs à 20 000 aspres). Pour être informé des recettes fiscales de chaque ville ou village, on réalise régulièrement des recensements. Après la période de conquête, plusieurs timârs sont rattachés à la Couronne ou transformés en propriété personnelle. Ces propriétaires fonciers forment une sorte d'aristocratie provinciale. Par la suite, les paysans, qui doivent payer les impôts et qui doivent donner une partie de leur production, n'ont que la possibilité de céder leurs terres et de devenir ainsi ouvrier agricole ou aller vivre dans une ville.

Le rôle de la religion

Comme déjà mentionné, la population était divisée selon des lignes religieuses. On a créé de différents millets – selon les communautés religieuses. « Le millet est une communauté religieuse reconnue par le pouvoir ottoman et qui, sous la responsabilité de son chef hiérarchique, s'auto-administre dans les domaines relevant de sa théologie et de sa morale, mais se conforme aux lois de l'Empire pour tout le reste. »⁵³ Il y avait le « Rûm Millet » (millet de l'Église chrétienne d'Orient) dans lequel toutes les populations chrétiennes orientales étaient rassemblées. Le patriarche œcuménique en était le chef (millet bachi). À côté de ce millet, il y avait aussi le millet arménien et le millet juif. Les non-musulmans qui vivaient dans l'Empire ottoman étaient nommés « *zimmî* » (personnes protégées) contrairement aux *moslem* (croyants).

⁵² Hitzel : l'Empire ottoman. p. 115.

⁵³ Castellan : Histoire des Balkans. p. 118/119.

L'Empire ottoman tolérait la pratique des autres religions monothéistes, ce qui correspond à la tradition coranique. Les croyants des autres confessions pouvaient librement pratiquer le culte ; mais certaines postes administratives n'ont pas été accessibles pour des Non-Musulmans. Et ce n'étaient que les Musulmans qui n'ont pas été obligés de payer une taxe spécifique, la *djizya* ou *khâradj*. C'est aussi la raison pour laquelle on ne trouve aucune campagne de conversion forcée à l'islam – l'État aurait perdu une grande somme d'argent venue des paiements fiscaux. « Il faut noter que l'administration ottomane s'est montrée extrêmement libérale dans les pays conquis, laissant à ceux-ci leur langue, leur religion et parfois même la plus grande partie de leur organisation interne : il suffisait aux Ottomans d'assurer la défense du pays et de prélever les impôts. »⁵⁴

Population et culture

« La principale distinction sociale s'établissait entre la classe dirigeante, les *Ottomans* (la classe militaire, les fonctionnaires et les dirigeants des *millets*), et le peuple ou *reaya* (troupeau). On sait bien que la plus grande partie des Turcs étaient des *reayas* et que toute la classe dirigeante n'était pas composée seulement de Turcs. »⁵⁵

Il y a certains groupes qui ont déjà vécu dans les Balkans avant l'arrivée des Turcs et qui vont rester encore après la domination ottomane : Grecs, Albanais, Roumains, Bulgares, Serbes. Mais il y a aussi des groupes qui sont arrivés durant les siècles de la domination ottomane : Turcomans (Turcs), Tcherkesses et Tatars, Arméniens, Tsiganes et Juifs. « Il serait donc trop simple d'imaginer, comme les historiens nationalistes du XIX siècle, une stabilité de blocs ethniques justifiant des frontières modernes intangibles. »⁵⁶ Pendant l'occupation, il y avait souvent des transferts de population et des entreprises de colonisation et comme l'Empire était aussi un grand marché intérieur, il y avait aussi des mouvements d'homme pour des raisons économiques.

C'est surtout dans la capitale – Constantinople/Istanbul – qu'on peut observer les changements de population. Après la conquête, on a déporté la plupart de la population grecque et Mehmed II a installé des Turcs d'Anatolie et aussi des chrétiens grecs et slaves des régions balkaniques. Et « [s]es successeurs

⁵⁴ Mantran : *Histoire de la Turquie*. p. 57.

⁵⁵ Géopolitique des Balkans. p. 46.

⁵⁶ Castellan: *Histoire des Balkans*. p. 116.

reprirent cette politique : Bâyezîd II établit des Valaques dans le quartier de la porte de Silivri, Selîm I y transporta des Caucasiens renommés comme artisans de la céramique, Soliman le Magnifique y fixa des Serbes de Belgrade »⁵⁷.

Dans la plupart des villes des Balkans et aussi dans les campagnes, les populations se mélangeaient. Comme les paysans devaient fuir les troupes du sultan, ils se retiraient dans les forêts et se réinstallaient dans leur village après. Mais lors de ces fuites beaucoup de gens sont morts et de nombreux villages ont été abandonnés pour être repeuplé par les Ottomans. Ces mouvements ont continué jusqu'au XIX siècle. « Si l'on y ajoute les transhumances des éleveurs nomades valaques et tsintsares, les grandes peurs dues aux épidémies de peste, la désertification des zones de malaria, les paniques provoquées par les tremblements de terre, on aboutit non pas à un tableau statique de groupes ethniques immobiles et repliés sur eux-mêmes, mais à un kaléidoscope toujours en mouvement, dont les éléments divers se regroupent autour de noyaux relativement stables : roumain au nord du Danube, bulgare, serbe, albanais, grec au sud. »⁵⁸

« Les conquérants apportaient un autre modèle d'administration, de société, de culture, issu d'un héritage turcoman et irano-arabe. L'association de ces deux modèles dura près de cinq siècles et donna à la péninsule cette spécificité qu'il faut bien appeler 'balkanique' ». ⁵⁹ L'héritage culturel de l'Empire ottoman détermine encore les coutumes, le plan des villes, les habitudes alimentaires et le vocabulaire. Les langues balkaniques ont un stock linguistique commun (surtout les mots de la maison et de la vie quotidienne) qui est directement dérivé du turc. Beaucoup de villes balkaniques se ressemblent d'une certaine manière – p.ex. Sarajevo en Bosnie ou Prizren au Kosovo – avec les quartiers de marché (la carsija), les mosquées et les hammams.

⁵⁷ Castellan: Histoire des Balkans. p. 117.

⁵⁸ Castellan: Histoire des Balkans. p. 118.

⁵⁹ Castellan : Histoire des Balkans. p. 116.

Les Serbes et les Albanais sous l'Empire ottoman

« La longue domination ottomane a figé le peuple et l'histoire serbes dans une culture essentiellement paysanne de peuple soumis. Dans le cadre de l'Empire, il n'existait pas de catégories « nationales », mais seulement un regroupement des sujets non musulmans dans le cadre de communautés confessionnelles. »⁶⁰ La seule institution nationale du peuple serbe était le patriarcat serbe, ce qui renforçait l'importance de la religion pour l'identité nationale (« être serbe revenait à être un chrétien orthodoxe reconnaissant l'autorité du patriarcat de Peć »⁶¹).

Comme l'Eglise était basée au Kosovo, la valeur du Kosovo dans l'identité nationale du peuple serbe augmenta encore. En 1690, une grande « Migration » des Serbes de la province du Kosovo vers les frontières militaires de l'Empire des Habsbourgs eut lieu. Par conséquent, le poids démographique des Serbes au Kosovo s'affaiblit.

Pour les Albanais, la domination ottomane provoqua une conversion partielle à l'islam, mais c'était beaucoup plus tard au Kosovo qu'au Bosnie. Certains Albanais au Kosovo restèrent catholiques (encore aujourd'hui : 5 – 10%).

La stagnation et le déclin de l'Empire ottoman

Les historiens considèrent la mort de Soliman le Magnifique comme le début du « déclin de l'Empire ». Sélim II, le fils aîné de Soliman lui succéda en 1566.

Après la conquête de l'île de Chypre, une ligue européenne se constitua contre les Ottomans et dans la bataille de Lépante, la flotte ottomane fut battue décisivement, mais à cause des conflits entre les vainqueurs ils ne profitèrent pas de cette victoire. La guerre de Hongrie commença sous Mourad III (1574 – 1595) et fut terminée sous le règne de Ahmed I^{er} (1603 – 1617) par la signature d'un traité de paix en 1606. Ahmed fut confronté à des insurrections en Asie mineure et des premiers signes d'une décomposition intérieure se montrèrent dans l'armée qui était la source de révoltes. « Le XVII^e siècle va marquer d'une façon irrémédiable la décadence d'un Etat démesuré où ni les souverains, ni les hommes, sauf de rares exceptions, ne seront plus à la hauteur de leur tâche. »⁶²

En 1682, les Ottomans reprirent l'offensive contre l'Empire de Habsbourg mais le

⁶⁰ Dérens : Les conflits yougoslaves. p. 335.

⁶¹ Dérens : Les conflits yougoslaves. p. 335.

⁶² Mantran : L'Histoire de la Turquie. p. 59.

siège de Vienne en 1683 échoua. Après plusieurs défaites des Ottomans, la paix de Karlowitz fut signée en 1699 : l'Autriche occupa la Transylvanie et presque toute la Hongrie – Venise, la Pologne et la Russie gagnèrent aussi quelques territoires.

Ahmed III (1703 – 1730) – Abdul-Hamid Ier (1774 – 1789)

Comme Ahmed III n'arrive pas à gérer les affaires du gouvernement, la direction des affaires est confiée au grand-vizir Ibrahim qui va être victime d'une révolte des habitants de Stamboul et va être exécutée. Le sultan Ahmed III est remplacé par son neveu Mahmoud Ier et après la mort de celui-ci en 1754, Osman III – le demi-frère de Mahmoud – va lui succéder comme sultan. Après le règne de Moustafa III (1757 – 1774) sous lequel l'Empire mène une gère désastreuse contre la Russie, c'est Abdul-Hamid Ier (1774 – 1789) qui va tenter de réaliser quelques réformes. « De Ahmed III à Abdul-Hamid Ier, la politique extérieure commande la politique intérieure : les défaites subies par l'armée encouragent les insurrections locales, notamment en Syrie et même à Stamboul où les Janissaires sont comme toujours au premier rang des rebelles. Vers la fin du XVIII siècle, à la suite de traités désastreux, l'Empire ottoman est en pleine décomposition. »⁶³

⁶³ Mantran : L'Histoire de la Turquie. p. 70.

V. Le XIX^e siècle : La montée des nationalismes

« [L]e XIX siècle fut un siècle de mutations profondes, dues à des facteurs aussi nombreux que différents. Et, parmi ces facteurs, il y eut la crise des grandes dynasties qui dominaient alors la région (Autriche et Turquie), les poussées modernisatrices, et les intérêts divergents des grandes puissances – mais aussi des petites – qui se constituèrent tout au long du siècle. [...] Dès le XIX siècle déjà, l'histoire des Balkans avait pris un aspect spécifique, parce qu'elle était profondément conditionnée par le conflit entre nationalisme et fédéralisme, dans un contexte d' « arriération » permanente par rapport au reste du vieux continent. Et l'enchevêtrement nationalisme-fédéralisme-arriération allait, sous une forme ou une autre, se perpétuer tout au long de ce siècle. »⁶⁴

L'idée de nation dans les Balkans

C'était entre autres la diffusion d'une conception moderne de la nation – notamment par les idées de deux philosophes allemands, Johann Gottfried Herder et August Ludwig von Schlözer qui a provoqué des changements économiques et sociaux dans les Balkans.

« Lorsque, à partir de la fin du XVIII^e siècle, sous l'influence de l'*Aufklärung* [le siècle des Lumières], de la Révolution française, puis de Herder et du romantisme allemand, l'on assista en Europe centrale à une prise de conscience des identités nationales, cette communauté de langue conduisit à l'idée d'une communauté des Slaves, puis des Yougoslaves. »⁶⁵

« [C]e qui prévalut et, avec le temps, s'enracina ici a moins été l'idée d'une communauté politique qui se reconnaissait dans un droit commun [...] que celle d'une communauté fondée sur une unité de langue et de nation, dictée en partie par des raisons mystiques, en partie par des héritages 'naturels' (selon la conception de Herder[...]). »⁶⁶ La revalorisation du passé qui est aussi impliquée dans ces théories a renforcé p.ex. le mythe du Kosovo en Serbie. La bataille du Kosovo est mystifiée par les Serbes en lui donnant le statut d'un événement qui a défini la nation serbe. Le mythe du Kosovo (nommé par les Serbes la 'Vieille

⁶⁴ Bianchini, Stefano : La Question Yougoslave. Casterman-Guinti Gruppo Editoriale, Firenze: 1996. p. 9/10.

⁶⁵ Castellan : Histoire des Balkans. p. 379.

⁶⁶ Bianchini : La Question Yougoslave. p. 12.

Serbie') se développa au XIX. siècle et les commémorations du V^e centenaire de la bataille du Kosovo en marquèrent le point d'apogée.

Encore est-il qu'aujourd'hui, « l'étroitesse du lien qui existe entre politique et mythe politique, au point de devenir une cause de conflits incessants et latents »⁶⁷ reste actuelle. « [L]'idée de nation a évolué de simple mouvement de redécouverte culturelle et d'émancipation à une forme de domination des États et, en leur sein, d'affirmation du primat politique et culturel de la majorité. »⁶⁸

Déréns évoque les problèmes des nationalités dans les Balkans : « Les nationalismes se nourrissent moins d'arguments démographiques ou linguistiques que d'arguments historiques. Au XIX siècle, l'historien grec Constantin Paparrighopoulos proposait même, plutôt que de se référer à des statistiques démographiques toujours douteuses et sujettes à polémiques, de chercher à définir quel peuple aurait eu le plus de droits historiques à faire valoir sur un territoire pour savoir à qui ce territoire devait appartenir. Le rêve des « grands » États, Grande Serbie, Grande Croatie ou Grande Albanie, part de l'affirmation de droits que l'histoire, forcément écrite sur le mode du mythe, suffirait à fonder. Avec les « ethnocraties » ainsi envisagées, les Balkans se révèlent pourtant trop petits pour abriter toutes les revendications historiques concurrentes ! »⁶⁹

la renaissance albanaise (Rilindja)

« Les statistiques de Macédoine faisaient toutes place à des Albanais dont le nombre estimé oscillait entre cent vingt et cent soixante mille. [...] Élisée Reclus, en 1875, en comptait 1 400 000, dont, au nord du fleuve Shkumbin, 600 000 Guegs, aux deux tiers musulmans et catholiques latins pour un tiers, et, au sud de ce fleuve, 800 000 Toskes, musulmans pour les trois quarts, orthodoxes pour le reste ; leur principale ville était Prizren, créditée de plus de quarante mille habitants alors que Tirana n'en avait pas dix mille. »⁷⁰ En niveau administratif, on repartait ces populations albanaises dans les *eyâlet* de Janina (Ionnanina), Monastir (Bitola), Kosovo et Scutari (Shkoder). Ces régions étaient difficiles à administrer pour les Ottomans, parce que l'infrastructure/les routes était très mauvaise et les populations conservaient leurs structures tribales. « Les familles

⁶⁷ Bianchini : La question yougoslave. p. 13.

⁶⁸ Bianchini : La question yougoslave. p. 14.

⁶⁹ Déréns. P. 232.

⁷⁰ Castellan : Histoire des Balkans. p. 358.

beylicales des Toptani, Vrioni, Verlaci furent transformé en grands propriétaires de cinq à dix mille hectares qui maintinrent avec leurs paysans des rapports féodaux et s'opposèrent à toutes les tentatives de centralisation de la Porte. »⁷¹ D'outre couches de la société se plaignaient et souhaitent des changements – les artisans et les commerçants souffraient sous la fiscalité et les tribus montagnardes ne voulaient pas abandonner leur autonomie qui était en danger. « L'union se fit contre le règlement du service militaire obligatoire (*nizâm*) de 1843, et des soulèvements se produisirent qui, à l'origine, exprimèrent le refus de modernisation de sociétés conservatrices. Ils n'en furent pas moins les prémices d'une prise de conscience nationale. »⁷²

Cependant, comme les Albanais étaient de confession différente (70% de musulmans – 20% de chrétiens orientaux – 10% de catholiques latins), des conflits se sont produits. « Ces formes de tolérance ou de compromission n'étaient pas suffisantes pour faire disparaître les rivalités et les haines religieuses, souvent attisés par des clergés sensibles aux largesses de leurs Etat-protecteurs : la Grèce pour les orthodoxes, l'Autriche et l'Italie pour les catholiques. »⁷³

Pendant le XIX siècle de nombreux Albanais ont émigré. Ainsi, Istanbul est devenue en 1850 la plus grande ville albanaise (60 000 émigrés). Mais ils ont émigré aussi vers la Grèce, l'Égypte, la Russie du Sud et en Amérique et Australie. Ces émigrés, qui entraient en contact avec d'autres nationalismes, aidaient aussi à trouver une conscience nationale albanaise.

Beaucoup d'Albanais croyaient que leur langue et une école albanaise étaient le seul moyen possible de créer une unité nationale. C'était Naum Vegilharxhi qui a formulé un programme de lutte pour la culture et la langue albanaise – il a publié des manuels scolaires écrits en albanaise et a fondé une Association culturelle albanaise à Bucarest. Mais c'étaient surtout des émigrés qui soutenaient ce mouvement – dans le pays même c'était plutôt difficile : « La porte organisait en effet des écoles publiques turques sous l'autorité des directions de l'Instruction publique des *eyâlet*, tandis que le patriarcat du Phanar fondait en 1872 une « Association culturelle » pour diffuser la langue grecque en Épire, région mixte. Face à cette double offensive, l'enseignement albanais eut du mal à se

⁷¹ Castellan : Histoire des Balkans. p. 359.

⁷² Castellan : Histoire des Balkans. p. 359.

⁷³ Castellan : Histoire des Balkans. p. 359.

développer : en 1878, dans les trois *sandjak* les plus évolués – Avlona (Vlora), Belgrad (Berat) et Ghirokastra (Gjirokaster), on dénombrait 80 écoles turques, 163 écoles grecques, mais aucune école albanaise. »⁷⁴

Mais le mouvement national albanais ne concernait pas seulement le plan culturel, mais aussi la politique. Les événements politiques de la deuxième moitié du XIX siècle, mettaient les Albanais dans une situation de dilemme : « ou bien s'engager contre l'Empire ottoman aux côtés des peuples chrétiens qui déniaient l'existence d'une nationalité albanaise, ou bien se ranger sous les bannières du sultan pour obtenir de lui, en contrepartie, la reconnaissance de cette nationalité. Ainsi pesa sur le mouvement albanais une ambiguïté durable, largement exploitée par les voisins hostiles qui se servaient de l'existence d'une majorité musulmane pour dénoncer les Albanais comme les alliés naturels des Turcs. »⁷⁵

Le premier acte politique a été une réunion de notables à Janina en avril 1877, organisée par Abdül Frashëri à l'issue de laquelle on a formulé un mémorandum à l'Empire ottoman réclamant l'autonomie des pays albanais administrés par des gens issus de la région avec l'albanais comme langue administrative.

La deuxième action a été d'une ampleur plus grande – la Ligue de Prizren, qui sera traité dans le paragraphe suivant.

Le mouvement national albanais a vu son apogée avec la Ligue de Prizren. Même si c'était un échec, le mouvement continuait sur le plan culturel : le frère d'Abdül Frashëri - Sami Frashëri – a créé une « Société des lettres albanaises » à Istanbul où on imprimait des manuels scolaires albanais, « tandis que le troisième frère, Naim Frashëri (1846 – 1900), assura la relève d'Abdül, emprisonné, et publia une épopée, l'Histoire de Skanderbeg (1889), qui le fit considérer comme le poète national albanais. »⁷⁶ En niveau politique, on continuait à lutter pour l'autonomie et on organisait des comités clandestins et des unités de guérilla qui luttèrent contre les gendarmes turcs et aussi contre les Grecs. Tout de même, il faut attendre jusqu'à 1913 pour voir la formation d'un État albanais.

⁷⁴ Castellan : Histoire des Balkans. p. 360.

⁷⁵ Castellan : Histoire des Balkans. p. 361.

⁷⁶ Castellan : Histoire des Balkans. p. 362.

Ligue de Prizren

Ce sont la guerre russo-turque de 1877-1878 et le traité de San Stefano du 3 mars 1878 qui provoquent la formation de la ligue de Prizren. « Le traité de San Stefano (mars 1878) prévoyait un véritable écartèlement des territoires shqiptars (fils de l'aigle = albanais) ; aussi, à l'appel d'Abdül Frashëri, une grande assemblée se réunit à Prizren, le 10 juin 1878, au moment même où les Puissances se rencontraient à Berlin. Elle regroupait quatre-vingts délégués des *eyâlet* de Kosovo, Shkoder, Monastir et Janina, représentant les trois religions ; comme Skanderbeg autrefois, ils décidèrent de former une ligue de Prizren. »⁷⁷ Les Albanais étaient contre l'entrée des forces serbes au Kosovo en 1878 et contre le démembrement de leurs régions prévu par le traité de San Stefano. « Le congrès de Berlin ne fit aucun cas du mémorandum que lui envoya l'assemblée de la ligue de Prizren. »⁷⁸ La Ligue voulait aussi l'autonomie des Albanais dans le cadre de l'Empire ottoman avec une assemblée nationale et l'enseignement de la langue albanaise, ce qui a cherché à justifier la Ligue à l'étranger quand Abdul Frashëri a fait une tournée dans les capitales européennes en 1879. Mais la dégradation des relations entre la Ligue et le pouvoir ottoman menait à la radicalisation de la Ligue. « C'est un État albanais autonome (L'équivalent de ce que les Serbes avaient obtenu en 1815) que réclame l'assemblée de Gjirokaster de juillet 1880, et à la fin de la même année la Ligue s'autoproclame gouvernement provisoire de l'Albanie, substituant ses propres organisations à une administration ottomane en pleine décomposition, dans un climat d'effervescence populaire marquée par des violences, en particulier contre l'élément slave. »⁷⁹ Au début de l'année 1881, la ligue de Prizren avait la contrôle sur l'ensemble du territoire du Kosovo et de la Macédoine occidentale. La Ligue de Pec en 1899 prouve que le mouvement national albanais était de longue durée. La Ligue de Prizren est valorisée de façon différente : « Les historiens albanais insistent sur ses aspects anti-ottomans et anti-féodaux et sur sa contribution à la maturation politique de leur peuple, tandis que le point de vue serbe – si tant est qu'il soit unique – souligne le poids des féodaux nord-albanais conservateurs, l'hostilité aux États chrétiens et aux Slaves, enfin la montée de

⁷⁷ Castellan : Histoire des Balkans, p. 361.

⁷⁸ Roux, Michel : Les Albanais en Yougoslavie,p. 166.

⁷⁹ Roux, Michel : Les Albanais en Yougoslavie, p. 167.

l'anarchie et de la violence, signes de l'incapacité des Albanais à se gouverner et justification du retour en force des Turcs. »⁸⁰

Crises d'Orient

« La naissance de deux États chrétiens sur le Dar al Islam [« domaine de la foi » = territoires soumis à la loi du Prophète], celle du second grâce au forceps des Puissances, faisait de l'Empire ottoman l'« homme malade de l'Europe » au chevet duquel veillaient des gouvernements aux politiques contradictoires. Désormais, tout problème intérieur risquant de déstabiliser le pouvoir de la Porte se transformait en crise européenne – en réveil de ce que la diplomatie de l'époque appelait la 'question d'Orient' ». ⁸¹

Au XIX. siècle il y eut de conflits qui menaçaient l'intégrité de l'Empire ottoman : la Serbie accéda à l'autonomie (1815 – 1829) - le châh de Perse obtint des concessions (1821 – 1823), la Grèce devint indépendante (1821 – 1829) et l'Égypte autonome (1831 – 1841).

Dans la première moitié du XIX. siècle, on réalisa des réformes importantes (le Tanzimat) qui concernaient la justice, les finances, l'administration et l'armée. Cependant, ces réformes ne réussirent pas à éviter le déclin de l'Empire ottoman.

1. Mehmet Ali (1832 – 1841)

M Ali était né à Kavala, d'une famille albanaise. Comme soldat il fut envoyé en Égypte et battit à la tête des janissaires d'origine albanaise et après des succès il fut nommé pacha d'Égypte en 1805. Devenu maître du pays 6 ans plus tard, il se produisit une crise turco-égyptienne qui devint européenne, parce que les puissances ne voulaient pas que l'une d'entre elles profitât seule de l'affaiblissement de l'Empire ottoman. Après avoir surmonté leurs conflits, les puissances européennes soutinrent un règlement de crise et en mai 1833, le traité turco-égyptien de Kütahya fut conclu : le sultan ottoman dut céder la Syrie et la Cilicie au pacha d'Égypte – Mehmet Ali. Mais comme le sultan n'accepta pas volontairement le traité, il soutint les révoltes contre Mehmet Ali. En plus, la France et l'Angleterre ne pouvaient pas se mettre d'accord sur leur politique en

⁸⁰ Roux, Michel : Les Albanais en Yougoslavie. p. 167.

⁸¹ Castellan : histoire des balkans. p. 271.

Égypte et de nouveaux conflits se produisirent dont l'Empire ottoman sortit affaibli et perdant.

2. *guerre de Crimée (1853 – 1856) - 2. crise d'orient*

Après plusieurs commissions qui essayaient de régler des difficultés entre l'Empire ottoman, la Russie et les puissances européennes, le tsar Nicolas Ier proposa un partage des territoires ottomans entre l'Angleterre et la Russie, une proposition qui ne fut pas acceptée. Par la suite, la Russie mobilisa ses troupes en Bessarabie, Volhynie et Podolie qui envahirent la Roumanie « à titre de gage ». « De nouvelles négociations avec la Russie ayant échoué au cours de l'hiver, le 12 mars 1854 la France, l'Angleterre et la Turquie [signèrent] un traité d'alliance ; en juin, un accord est conclu entre l'Autriche et la Turquie, en vue d'obtenir la coopération des troupes autrichiennes pour chasser les Russes des Principautés danubiennes. »⁸² Quatre mois plus tard on décida de porter la lutte en Crimée – une guerre d'un an se produisit autour de la ville de Sébastopol. Début 1856 on commença à négocier et on signa un accord à Vienne et le Congrès de Paris réunit les belligérants. Le 30 mars 1856 on signa le traité de Paris duquel résulta l'union de la Moldavie et de la Valachie – et en 1862, les deux pays formèrent la Roumanie.

3. *1875 – 1878 – nouvelle carte de la péninsule*

« Après les Serbes et les Grecs, l'émergence d'une troisième nationalité risquait d'ébranler à nouveau la péninsule, d'autant plus qu'au même moment, la région de Bosnie-Herzégovine devenait une zone de turbulences. La conjonction de ces deux ébranlements provoqua l'inquiétude des Puissances : ce fut la troisième crise d'Orient du XIXe. Siècle. »⁸³ En 1875, en Bosnie et en Herzégovine, des incidents éclatèrent qui influençaient aussi la Bulgarie. En Herzégovine, les grandes puissances purent arrêter les conflits, mais en Bulgarie des répressions eurent lieu. La Serbie soutint la Bosnie et le « Monténégro, de son côté, approvisionnait en armes et munitions les tribus d'Herzégovine, voisines de sa frontière. Des volontaires affluèrent des deux principautés. On était au bord d'une

⁸² Mantran : Histoire de la Turquie. p. 95.

⁸³ Castellan : Histoire des Balkans. p. 315.

guerre entre l'Empire et les États chrétiens. Les Puissances intervinrent et ce fut une crise européenne. »⁸⁴

Au printemps 1876, les Bulgares tentèrent un soulèvement après une crise à Istanbul, mais n'arrivèrent pas à leur but. En juin 1876, la Serbie envahit le territoire ottoman mais les autres peuples chrétiens ne réagirent pas. « Les Puissances intervinrent une fois de plus pour imposer un armistice qui fut rompu par les Serbes alors que les Ottomans, faisant un spectaculaire redressement militaire, s'ouvraient la route de Belgrade. Tandis que la panique s'emparait de la capitale serbe, le gouvernement de Saint-Pétersbourg adressait à Istanbul un ultimatum : l'armistice du 3 novembre 1876 figeait la position des troupes mais laissait ouverte la solution de la révolte de Bosnie-Herzégovine. »⁸⁵

Le 3 mars 1878 on conclut le traité de paix de San Stefano terminant la guerre entre la Russie et la Turquie. Il en résulta la création de la Grande Bulgarie. La Russie occupait militairement la Bulgarie pour organiser le gouvernement et devenait ainsi dominante dans les Balkans. L'indépendance de la Serbie, du Monténégro, de la Roumanie furent décidée. La Turquie devait céder des territoires à la Russie et payer une indemnisation. L'Angleterre, l'Autriche-Hongrie et la Roumanie protestèrent contre ce traité trop favorable à la Russie. Quelques mois plus tard, on signera un autre traité plus modéré, à Berlin.

Le congrès de Berlin en 1878

Le congrès de Berlin commença le 13 juin 1878 et des représentants de la Russie, de l'Autriche-Hongrie, de l'Empire allemand, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et de l'Empire ottoman y participèrent. « Les États et peuples balkaniques n'y furent par représentés, mais purent envoyer des émissaires pour plaider leurs causes. [...] Les Puissances, par contre, avaient déjà réglé leurs différends : en mai, Londres et Saint-Pétersbourg s'étaient mis d'accord pour diviser en deux États la Bulgarie, tandis que Vienne avait obtenu l'assurance que sa demande relative à la Bosnie-Herzégovine serait prise en considération. »⁸⁶

A l'issue du congrès de Berlin de 1878, la Serbie et le Monténégro furent indépendants et leurs indépendances furent reconnues, tout comme celle de la Grèce. L'Autriche-Hongrie renforça son influence dans les Balkans et gagna un

⁸⁴ Castellan : Histoire des Balkans. p. 317.

⁸⁵ Castellan : Histoire des Balkans. p. 318.

⁸⁶ Castellan : Histoire des Balkans. p. 320.

mandat sur la Bosnie-Herzégovine. L'île de Chypre fut mise sous administration britannique. On ne reconnaissait pas une nation albanaise indépendante : « Pour Bismarck, au congrès de Berlin, il n'y a pas de nation albanaise et l'Albanie n'est qu'une expression géographique, comme l'était l'Italie pour Metternich deux tiers de siècle plus tôt. »⁸⁷

Le traité de Berlin provoqua un important recul de l'Empire ottoman en Europe et constitua une nouvelle étape dans le démembrement de l'Empire.

4. 1908 – 1912 bzw. 1912 – 1918 – la disparition de l'Empire ottoman

La Bulgarie profita de la révolution des « Jeunes-Turcs » et proclama son indépendance totale sous le sceptre du tsar Ferdinand I^{er} et l'Autriche-Hongrie transforma son mandat sur la Bosnie-Herzégovine en annexion. La révolution de 1908 enflamma aussi le nationalisme albanais. La Serbie, qui était désormais alliée à la France et à la Russie mena une politique agressive et anti-autrichienne depuis la prise de pouvoir de la dynastie Karadjordjević en 1903.

Après la Révolution jeune-turque, les États balkaniques croyaient qu'ils pouvaient – avec le soutien de la Russie – se libérer des Ottomans et ils essayaient de fonder un front commun, malgré les divergences qui existaient entre les pays. L'historien albanais Arben Puto décrit la situation de la façon suivante : « Les mouvements de libération dans les Balkans n'ont jamais constitué un front commun de lutte contre la domination turque. Au lieu d'une révolution balkanique générale, au début du XX^e siècle comme tout au long du xix^e, on assiste à toute une série de soulèvements séparés les uns des autres par des divergences et même des inimitiés. La présence de jeunes États, guidés surtout par des intérêts dynastiques, est loin d'avoir été un facteur de conciliation. Toutefois les mouvements des peuples de la péninsule, par la force même des choses, avaient un caractère d'entraide par le fait même qu'ils concouraient tous, dans une plus ou moins grande mesure, à la réalisation de l'objectif final qui était la libération des Balkans. »⁸⁸ Les guerres balkaniques qui mèneront au départ des Ottomans des régions balkaniques seront traité dans le chapitre suivant.

⁸⁷ Roux, Michel : les Albanais en Yougoslavie. p. 165.

⁸⁸ Pollo, Stefanaq et Puto, Arben (direction): Histoire de l'Albanie. Des origines à nos jours. Éditions Horvath, Roanne : 1974. p. 171.

VI. Le XX^e siècle

Les Guerres balkaniques

La première guerre balkanique :

« Après des réunions d'abord secrètes, puis des accords officiels, la Ligue balkanique, réunissant la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro, vit le jour ; profitant de la défaite turque en Lybie au profit de l'Italie, et sans en référer aux grandes puissances, la Ligue déclencha la première guerre des Balkans en 1912. »⁸⁹ Le 30 septembre 1912, la mobilisation des pays balkaniques était réalisée et le 8 octobre le Monténégro envoyait son armée dans le nord de l'Albanie ; le 18 octobre, le Monténégro, la Serbie et la Bulgarie déclaraient la guerre à l'Empire ottoman et la Grèce rejoignait les alliés pour réaliser la réunion de la Crète à la Grèce. « Les états-majors des Puissances, qui préparaient un grand conflit que l'on sentait venir, dépêchèrent sur le terrain leurs experts pour observer ces manœuvres 'au vrai' ; revues et journaux firent de même, et la presse européenne fut remplie des échos des fines manœuvres comme des horreurs de ces guerres. Or tous ces spécialistes croyaient à une rapide victoire des troupes du sultan, organisées par les von Moltke, von der Goltz, et équipées de fusils Mauser et de canons Krupp. »⁹⁰ Mais les troupes balkaniques étaient plus nombreuses et plus motivées que les soldats ottomans et bientôt on voit se dessiner la victoire de la coalition balkanique : « Au printemps 1913, la Macédoine était prise, tandis que les Grecs avançaient en Épire, au peuplement largement albanais. Serbie et Monténégro se partageaient le Sandjak de Novi Pazar, selon une ligne qui constitue toujours la frontière entre ces deux pays. La première guerre balkanique se concluait par un large succès des coalisés. »⁹¹ Mais après la victoire, l'unité des coalisés se brisa et des litiges se produisirent autour de la répartition des régions occupées. Les Bulgares se considéraient comme le pays ayant fourni l'effort militaire le plus important et réclamaient la partie centrale de la Macédoine, de la Stara Planina au lac d'Ohrid. « De leur côté, les Serbes, qui espéraient mettre la main sur les pays albanais, s'estimaient frustrés par la création d'une principauté d'Albanie indépendante et réclamaient

⁸⁹ Bianchini : La question yougoslave. p. 24.

⁹⁰ Castellán : Histoire des Balkans. p. 373.

⁹¹ Dérens : p. 142.

des compensations en Macédoine. Thessalonique était disputée entre les Grecs et les Bulgares, et la Roumanie, mise en appétit, présentait une demande de compensation pour la 'renonciation' à ses Valaques de Macédoine : elle réclamait à la Bulgarie la cession de la ville de Silistra, sur le Danube, et de la Dobrudja du Sud jusqu'à la station balnéaire de Balcik. A quoi s'ajoutait la discorde des Puissances : Saint-Pétersbourg voulait conserver la Ligue balkanique, tandis que Vienne souhaitait la voir disparaître. »⁹² Dans la nuit du 29 au 30 juin 1913, Ferdinand I^{er} mobilisa les troupes bulgares pour repousser les lignes serbes et grecques. La Serbie et la Grèce déclarèrent tout de suite la guerre à la Bulgarie et la seconde guerre balkanique commença.

La deuxième guerre balkanique :

« [L]a Bulgarie se trouva isolée face à ses anciens alliés, tandis que, cédant à son opinion politique, le gouvernement d'Istanbul faisait avancer son armée : le 22 juillet, Enver Pacha reprenait Edirne – ville symbole, car première capitale ottoman en Europe. Partout les troupes de Ferdinand durent céder du terrain et furent dans l'impossibilité d'arrêter les Roumains qui, sans déclaration de guerre, occupèrent la Dobrudja et marchèrent en direction de Sofia. Le 31 juillet, la Bulgarie demanda l'armistice. »⁹³ Les Bulgares étaient désormais exclus de la communauté des Slaves du Sud et ne faisait jamais partie d'un projet de yougoslavisme. Dans le traité de Bucarest, signé le 10 août, on n'attribue qu'une petite partie de la Macédoine à la Bulgarie, tandis que la Serbie reçoit la Macédoine du nord et du centre et la Grèce la Macédoine du sud. « Quant à l'Empire ottoman, il signait avec la Bulgarie, à la fin de septembre, un traité portant sur les territoires disputés de la Thrace : grâce aux victoires d'Enver Pacha, il en récupérait une partie, avec Edirne et Kirklareli, que l'on désigna comme Thrace orientale, tandis que les Bulgares obtenaient la Thrace occidentale entre la Marica et le golfe de Kavala, ce qui assurait à Sofia une débouché sur la mer Égée. »⁹⁴ Les frontières actuelles des États balkaniques résultent largement du règlement des guerres balkaniques, elles ne représentent pas les réalités historiques, culturelles, linguistiques ou géographiques et sont souvent contestées. « A l'heure des nationalismes exacerbés, aucun partage

⁹² Castellan : Histoire des Balkans. p. 374.

⁹³ Castellan: Histoire des Balkans. p. 375.

⁹⁴ Castellan: Histoire des Balkans. p. 375.

frontalier ne pouvait satisfaire toutes les revendications nationales, comme le montrent le cas de la Macédoine et du Kosovo, revendiqués par plusieurs nationalismes. »⁹⁵ Ces guerres provoquèrent une augmentation de la haine entre les différents États et le désir de vengeance en résulta.

« C'est de là que partira en juillet 1914 l'étincelle qui déclenchera la première guerre mondiale [...]. C'est la fin des possessions européennes de l'empire ottoman, héritage des conquêtes du XVI^e siècle. »⁹⁶

La formation d'un État albanais

Au début de l'an 1912, il y avait de nouvelles révoltes en Albanie. « En avril 1912, les tribus des montagnes autour de Djakova (Djakovica), en Kosovo, prirent les armes à l'appel de M. Prishtina, député au Parlement d'Istanbul, tandis que son collègue Ismail Quemal, député de Berat, plaidait la cause albanaise auprès des Puissances et assurait le ravitaillement en armement. »⁹⁷ Les soulèvements de 1909, 1910 et 1911 échouèrent, mais la révolte de 1912 donna aux insurgés le contrôle de la totalité du Kosovo et le contrôle sur Skopje. Mais avec la première guerre balkanique, ces succès étaient vite neutralisés. Comme les Albanais ne participaient pas à la guerre, on voulait exclure les Albanais des territoires acquis : « Il s'agissait en particulier de neutraliser le mouvement nationale albanais, dont les coalisés n'avaient pu rallier les chefs à leur cause, afin d'aboutir à un partage territorial dont les Albanais seraient exclus au double motif qu'ils n'avaient pas pris part à la guerre et qu'ils ne constituaient pas une nation. »⁹⁸

Le 28 novembre 1912, un gouvernement provisoire sous la présidence d'Ismail Quemal fut constitué et l'indépendance de l'Albanie fut proclamée. On avait réuni quatre-vingt-trois représentants désignés par les communautés albanaïses et on hissa le drapeau national de Skanderbeg.

Dans la même année, le 17 décembre 1912, on organisa une conférence des ambassadeurs à Londres pour régler les problèmes des Guerres balkaniques. C'était la question de l'indépendance albanaise qui était l'un des enjeux principaux lors de cette conférence. La conférence des ambassadeurs était divisée entre d'un côté l'Autriche-Hongrie et l'Italie et de l'autre la Russie et la

⁹⁵ Dérens: les conflits yougoslaves. p. 143.

⁹⁶ Hilgemann, Werner et Kinder, Hermann: Atlas historique. De l'apparition de l'homme sur la terre à l'ère atomique. Traduit de l'allemand par Raymond Albeck. Éditions Perrin : 2003. p. 397.

⁹⁷ Castellan : Histoire des Balkans. p. 376.

⁹⁸ Roux, Michel : Les Albanais en Yougoslavie. p. 176.

France soutenant la Serbie, parce qu'ils croyaient que le nationalisme albanais était une création de l'Autriche. « [U]ne Albanie devait être créée, pour limiter l'expansion serbe dans l'optique autrichienne, pour servir de tête de pont Outre-Adriatique dans l'optique italienne, c'est-à-dire, dans les deux cas, pour tenir la Serbie éloignée de l'Adriatique [...] La solution finale fut alors élaborée comme suit : puisqu'on ne pouvait s'accorder sur un partage intégral des régions peuplées d'Albanais, la Russie défendit d'abord l'idée d'une Albanie autonome, vassale de la Turquie et placée sous le contrôle des six puissances. Puis, lorsqu'il s'avéra que la Turquie avait définitivement perdu pied dans les Balkans, la Russie accepta le principe d'une Albanie indépendante, considérant que la Serbie, quoique toujours privée de littoral, recevait en Macédoine des compensations suffisantes, de même que la Bulgarie en Thrace. »

Le 29 juillet 1913, on décida la formation d'une « principauté souveraine héréditaire et neutre sous la garantie des grandes puissances ». Il avait une superficie de 28 000 km² et une population de 800 000, la région du Kosovo fut donnée à la Serbie et l'Épire du sud à la Grèce. Plusieurs citations montrent que cette décision était...« [E]n ce début du XX^e siècle, le mouvement national albanais, pris entre la répression ottomane et les ambitions territoriales des États balkaniques et sans grand appui extérieur, ne put obtenir l'indépendance que d'à peine plus de la moitié de l'aire de peuplement albanais dans les Balkans. »⁹⁹

« Les circonstances qui ont déterminé, à l'issue des guerres balkaniques, l'établissement d'une frontière coupant en deux ce territoire [du peuplement albanais], sont fort complexes car elles mettent en jeu, outre les rapports conflictuels de la Porte avec ses sujets albanais, les intérêts de quatre États nationaux déjà constitués dans les Balkans et ceux de six puissances européennes. »¹⁰⁰

« Avec l'effondrement de l'Empire ottoman, les populations albanaïses des Balkans se retrouvèrent donc partagées entre plusieurs États : L'État albanais reconnu par les grandes puissances en 1913, mais qui ne put se constituer et s'organiser véritablement qu'au sortir de la Première Guerre Mondiale ; l'État

⁹⁹ Roux, Michel : Les Albanais en Yougoslavie. p. 174/175.

¹⁰⁰ Roux, Michel : Les Albanais en Yougoslavie. p. 175.

yougoslave (après la disparition des États serbe et monténégrin) ; et État grec. »¹⁰¹

« Ce 'véritable crime politique' selon l'expression de l'écrivain kosovar Rexhep Qosja, n'a jamais cessé de hanter cette mémoire nationale écartelée. »¹⁰²

On envisageait qu'une commission de sept membres – les représentants des six puissances et un Albanais – travaillerait sur l'organisation du nouvel État. Une force internationale de gendarmerie avait pour mission de rétablir l'ordre. En décembre 1913, on choisit comme prince pour le trône d'Albanie un officier prussien et neveu de la reine de Roumanie – Wilhelm von Wied, qui fait de Durrës sa capitale.

« A la veille de la Grande Guerre, l'autorité du gouvernement de Wied se limitait aux deux villes de Durres et de Vlora. Quand le conflit européen éclata, le *mbret* (*titre du prince Wilhelm von Wied*) proclama la neutralité de l'Albanie : les experts internationaux quittèrent le pays et l'Autriche-Hongrie cessa de payer les 75 millions de francs qu'elle versait au budget de l'État. [...] Une fois de plus, le malheureux peuple était abandonné à l'anarchie intérieure et aux interventions des armées étrangères. »¹⁰³

Les Balkans dans la première guerre mondiale

Le 28 juin 1914 – l'anniversaire de la bataille de Kosovo en 1389 – l'archiduc François-Ferdinand, le prince-héritier d'Autriche-Hongrie et sa femme, la duchesse de Hohenberg, étaient reçus par la ville de Sarajevo. Après une attaque manquée, où la balle blessa un officier autrichien, le jeune nationaliste Gabrilo Princip tua François-Ferdinand et sa femme. Le 28 juillet 1914, l'Autriche déclara la guerre à la Serbie en l'accusant d'être responsable pour l'assassinat. Par contre, la Serbie « et ses protecteurs de Russie et de France dénoncèrent une manœuvre machiavélique de Vienne. [...] Les historiens contemporains ont tendance à limiter la conspiration à un moindre niveau. »¹⁰⁴ La Russie mobilisa le 30 juillet, l'Autriche-Hongrie le 31, l'Allemagne et la France le 1^{er} août et du 1^{er} au 4 août les déclarations de guerre furent prononcées. Le conflit s'étendit à toute l'Europe et prit une dimension mondiale avec l'entrée en guerre du Japon (1914)

¹⁰¹ Clayer, Nathalie : Être albanais dans les Balkans des années 1990, dans : Yérasimos, Stéphane (direction) : *Le Retour des Balkans 1991 – 2001*. Éditions Autrement : Paris : 2002. p. 108.

¹⁰² Demetz, Jean-Michel : Les Albanais. Article paru dans l'Express du 12.04.2001.

¹⁰³ Castellan : *Histoire des Balkans*. p. 378/379.

¹⁰⁴ Castellan : *Histoire des Balkans*. p. 382.

et des Etats-Unis (1917). Au total, trente-deux nations prirent part à la guerre. Les Alliés – la France, le Royaume-Uni et la Russie avec l'Italie (1915) et les Etats-Unis (1917) furent opposés à la coalition des Empires centraux avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, rejoint par la Turquie (1914) et la Bulgarie (1915). « Si les historiens y ont surtout vu une lutte militaire franco-allemande et considèrent que le front d'Orient a été secondaire, tel ne peut être l'avis des peuples des Balkans dont tous les territoires furent entièrement ou partiellement ravagés par la guerre, avec son cortège de destructions, de violences, voire atrocités. »¹⁰⁵ Dès le 28 juillet, l'artillerie autrichienne commença à bombarder Belgrade. « Durant onze mois, le petit royaume vécut à portée des canons autrichiens, sa population étant ravagée par une terrible épidémie de typhus qui fit plus de cent cinquante mille victimes ». ¹⁰⁶ Après l'offensive austro-hongroise d'octobre 1915, la Serbie s'effondra et l'armée commença à se retirer à travers les montagnes albanaises. « En quelques semaines, les troupes austro-hongroises occupèrent toute l'Albanie centrale et du nord, tandis que les Italiens s'étendaient dans le sud. [...] En 1918, les Austro-Hongrois se retirèrent, remplacés par les Italiens. L'Albanie sortait de ces années de guerre ruinée et chaotique. »¹⁰⁷

L'après-guerre

Les peuples des Balkans sortaient blessés de cette longue guerre. Il y avait des invasions, des batailles, des occupations et des milliers de soldats sont morts ainsi que beaucoup d'hommes de la population civile. « Les oppositions ethniques d'autrefois s'étaient transformées en haine, et l'affirmation des identités nationales y avait pris une connotation agressive et xénophobe. »¹⁰⁸

L'historien serbe Dušan T. Bataković décrit la situation en ce qui concerne l'Albanie : « A la conférence de paix de Paris, la délégation yougoslave défendait l'idée qu'il fallait rétablir l'Albanie dans ses frontières de 1913 ; en cas de partage de ce pays, le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes posait son dévolu sur ses régions septentrionales, comprises entre le fleuve Drin et Scutari. Sous le patronage du gouvernement yougoslave, on tenta de former un État albanais séparé au nord, où ne devaient entrer que les tribus catholiques,

¹⁰⁵ Castellan : Histoire des Balkans. p. 383.

¹⁰⁶ Castellan : Histoire des Balkans. p. 383/384.

¹⁰⁷ Castellan : Le monde des Balkans. p. 98/99.

¹⁰⁸ Castellan : L'Histoire des Balkans. p. 398.

favorables aux Serbes ; selon une autre option, on s'efforçait de faire passer le pouvoir en Albanie aux mains d'Essad-pacha Toptani, l'allié de la Serbie. Après une suite de pressions étrangères et de revirements intérieurs, la question de l'indépendance albanaise fut résolue à la conférence des ambassadeurs des grandes puissances en 1921 à Paris, tandis que les frontières définitives avec le nouvel État yougoslave, du fait d'un conflit territorial aux frontières de la Macédoine, ne furent tracées qu'en 1926. »¹⁰⁹

La réforme agraire et la colonisation de l'entre-deux-guerres dans le territoire actuel du Kosovo

« Après un demi-siècle de troubles presque continuels, l'aire de peuplement albanais se trouvait en 1918 dans une situation économique lamentable : extension des friches, décadence de l'artisanat et du commerce, insécurité »¹¹⁰. Dans les années 1913-1914 beaucoup de Turcs et d'Albanais émigrèrent vers la Turquie et vers l'Albanie. Par conséquent, des familles slaves commencèrent à occuper les terres abandonnées et les gouvernements encadrèrent vite le mouvement. Une loi fut proclamée qui disait que toute terre abandonnée appartenait à l'État. Après la guerre, le gouvernement de la Yougoslavie décida de faire une réforme agraire. « Conduire une telle réforme dans un État nouveau-né, de surcroît extrêmement hétérogène et manquant de moyens administratifs, était une gageure, et les résultats en furent très inégaux. La réforme poursuivait officiellement un double but : mettre fin aux rapports sociaux de production de type féodal [...] d'autre part, organiser la mise en culture des terres en friches. Mais la colonisation mise en place à cette fin prit rapidement une tout autre tournure : il s'agissait de slaviser les terres de population albanaise, essentiellement le Kosovo, puisque la Macédoine fut peu touchée. »¹¹¹ Les opérations de réforme agraire et de colonisation durèrent longtemps et furent organisées de manière plutôt chaotique. La réforme toucha les Albanais dans plusieurs manières : les propriétaires des terres qui furent transformés en bien de l'Etat étaient pour la plupart des Albanais. « En second lieu, on confisqua les terres de ceux qui, résistant par les armes à l'incorporation du Kosovo à la

¹⁰⁹ Bataković, Dušan T. : Kosovo. La spirale de la haine. Les faits les acteurs l'histoire. Éditions l'Age d'Homme. Lausanne : 1993. p. 36.

¹¹⁰ Roux, Michel : Les Albanais en Yougoslavie. p. 191.

¹¹¹ Roux : Les Albanais en Yougoslavie. p. 192.

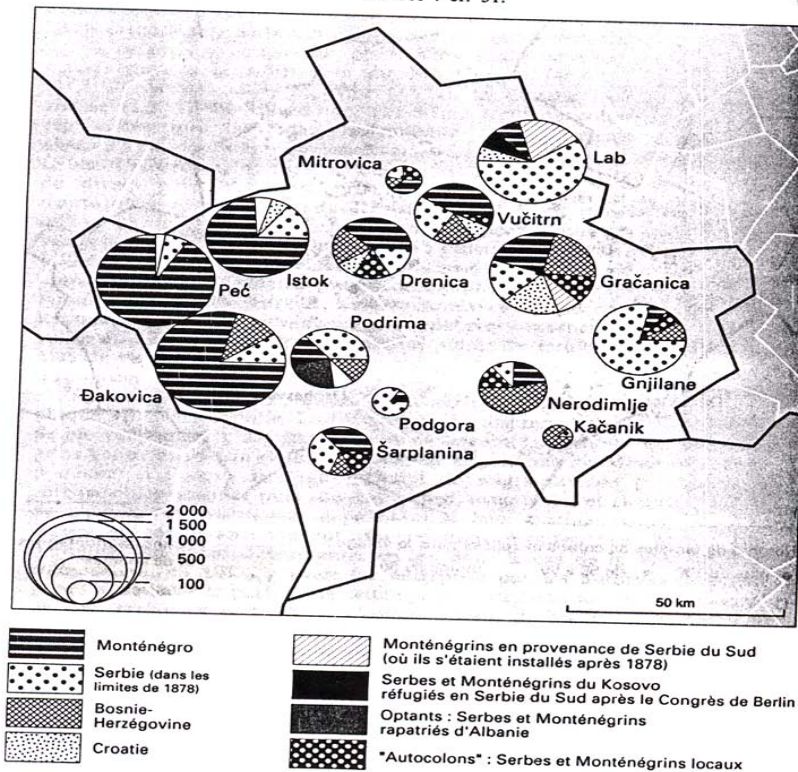
Yougoslavie, avaient pris le maquis. »¹¹² En plus, les Albanais qui avaient leurs terres dans les environs d'un espace de colonisation furent expropriés. On créa des espaces de colonisation à partir de 1923, surtout en Metohija. La colonisation toucha surtout les régions de plaines et après les collines et plateaux intermédiaires. Elle suivit trois logiques, économique, répressive et stratégique. L'origine géographique de colons et le nombre de familles de colons installés dans les villages sont montrés dans les deux cartes suivantes :



Source: Roux: Les Albanais en Yougoslavie.

¹¹² Roux : Les Albanais en Yougoslavie. p. 194.

Fig. 32 - ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES COLONS DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES
AU KOSOVO DANS LES ARRONDISSEMENTS DE L'ÉPOQUE
Source : cf. 31.



À l'époque, la réforme agraire et la colonisation furent présentés comme des réussites, mais il y eut beaucoup de difficultés et des inégalités et les progrès économiques furent limités. En plus, les colons étaient souvent issus de régions pauvres et n'avaient pas les moyens d'investir. « En définitive, au Kosovo, la capacité de production agricole a été restaurée, après une longue période de troubles, par le retour à la paix civile ; des tenanciers sont devenus propriétaires ; des défrichements ont accru les terroirs. Mais la population locale étant relativement dense [...] on aurait pu faire l'économie d'une colonisation qui dégrada les rapports

sociaux, ravivant les tensions entre Slaves et Albanais par une série d'injustices et d'incidents dont le souvenir, de nos jours, n'est pas éteint. »¹¹³ Le but de ces actions fut de soutenir les régions pauvres et de renforcer l'élément slave dans les régions à majorité albanaise.

La création de la Yougoslavie

Pendant plusieurs siècles, les peuples des Balkans avaient appartenu aux grands Empires – l'Empire ottoman et l'Empire des Habsbourgs. La Première Guerre mondiale mena ses Empires à l'éclatement. « Le sentiment qu'ensemble les peuples slaves du sud résisteraient mieux aux tendances assimilatrices des grandes puissances voisines l'emportait sur les projets nationalistes (notamment en Croatie). »¹¹⁴ Mais, il y avait quand même des visions assez différentes sur la manière dont on devrait réaliser ce projet. Les uns voulaient une seule nation yougoslave, les autres préféraient un caractère fédératif laissant la possibilité pour chaque peuple d'épanouir ses spécificités culturelles.

Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes fut proclamée le 1^{er} décembre 1918 par le prince héritier de Serbie Alexandre Karageorgević. Il était régent depuis 1914 à cause de la maladie de son père Pierre I^{er} et en 1921, après la mort de Pierre I^{er}, il devint Alexandre I^{er}. « Le nouvel État créé entendait réunir la Serbie, étendue au Kosovo et à la Macédoine depuis les guerres balkaniques de 1912-1913, et des anciennes possessions de l'Empire des Habsbourgs (Slovénie, Croatie, Voïvodie et Bosnie-Herzégovine) – le royaume du Monténégro, quant à lui, était annexé sans même que son existence soit mentionnée. »¹¹⁵ Les Albanais du Kosovo, du Monténégro et de Macédoine devinrent ainsi jusqu'en 1941 citoyens du royaume des Serbes, des Slovènes et des Croates. Le royaume comprenait aussi des Allemands et des Hongrois en Vojvodine, des Roumains dans le Banat, des Turcs en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine, des Tchèques et des Slovaques, Ruthènes, des Italiens, des Russes blancs réfugiés et soixante-dix mille « divers ». « De plus, on comptabilisait ensemble les Serbo-Croates d'après la langue, ce qui était supposer le problème résolu : en fait,

¹¹³ Roux : Les Albanais en Yougoslavie. p. 199.

¹¹⁴ Dérens : les conflits yougoslaves. p. 400.

¹¹⁵ Dérens : les conflits yougoslaves. p. 400.

suivant la religion, on pouvait dénombrer 5,4 millions de Serbes et 3,7 millions de Croates, en notant encore que les Slaves de Macédoine étaient désormais désignés comme Serbes du Sud et comptés comme Serbes. Quant au 1,3 million de musulmans, nul ne savait combien étaient serbes et combien croates. »¹¹⁶.

La constitution fut votée le 28 juin 1921 (« Constitution de Vidovdan »). Elle était inspirée de la constitution de la Serbie d'avant-guerre et était fortement centralisée : Le roi était aussi chef de l'armée et choisissait le Premier ministre ; il y avait une seule chambre et l'administration était entre les mains du gouvernement. Le Parti communiste yougoslave, créé en 1919, luttait contre la constitution et était interdit dès 1921 – après ses succès aux premières élections législatives, où il recevait plus de 20% des voix. ... « Tandis que le fascisme se développe en Europe, la dynastie serbe met fin au régime parlementaire : en janvier 1929, le roi Alexandre proclame sa dictature personnelle et suspend la Constitution qu'il ne rétablira que deux ans plus tard, avant de se faire assassiner à Marseille en 1934 par des nationalistes croates (Oustachis), alliés pour la circonstance aux nationalistes macédoniens du VMRO. »¹¹⁷

Le royaume n'avait que des circonscriptions administratives, des *banovines*, comme éléments fédératifs. C'est la raison pour laquelle les pays croates, par exemple, se trouvaient divisés entre une *banovina* de la Save, une *banovina* du littoral et une *banovina* du Danube. La Bosnie disparaissait complètement entre la *banovina* du Vrbas, celle de la Drina et celle de la Zeta. Mais le régent Paul dut accepter de négocier avec les Croates et en 1939, un accord fut signé qui prévoyait la constitution d'une vaste *banovina* de Croatie. Cependant, cet accord ne sut pas rendre légitime la Yougoslavie aux yeux des populations non-serbes – « en premier lieu ceux dont l'identité n'avait pas été reconnue, mais aussi les Croates, déçus dans leurs aspirations à la réunion fédérative et sur un pied d'égalité, avec leurs frères serbes et slovènes. »¹¹⁸ En plus, une politique répressive fut menée contre les Albanais, l'enseignement en albanais et la presse en albanais furent interdits. Il y eut beaucoup des mouvements de protestation, mais ils furent durement réprimés. Une généralisation de cette politique répressive eut lieu dans les années 30 à l'ensemble du royaume de Yougoslavie glissant vers la dictature.

¹¹⁶ Castellan : Histoire des Balkans. p. 410.

¹¹⁷ Dérens : Les conflits yougoslaves. p. 401.

¹¹⁸ Dérens : Les conflits yougoslaves. p. 492.

Les Serbes et les Albanais dans la Seconde Guerre Mondiale

« Les mots d'ordre de 1919 – liberté nationale et démocratie – avaient abouti à un double échec. D'une part, à un irrédentisme violent ou feutré en Transylvanie, en Macédoine, en Thrace, en Épire, en Dobrudja, en Bessarabie, en Bukovine, en Dalmatie, en Istrie, en Vojvodine, au Kosovo [...] Quant à la démocratie, loin de se développer, elle avait abouti aux dictatures des rois Alexandre en Yougoslavie, Carol en Roumanie, Boris en Bulgarie, Zog en Albanie, du général Metaxas en Grèce [...] A la veille d'une nouvelle guerre mondiale, les Balkans apparaissaient plus fragiles que jamais. »¹¹⁹

Le vendredi saint de 1939, Mussolini commença l'invasion de l'Albanie et peu de temps après, les troupes italiennes occupèrent l'Albanie et le roi Zog dut s'enfuir. Le roi d'Italie, Victor-Emmanuel III, reçut la couronne et l'Albanie fut colonisée. Le gouvernement Vërlaci fut éphémère et Rome mena une politique d'italianisation. Ils envoyèrent des colons, des fonctionnaires, ils créèrent plus de trois cent cinquante entreprises italiennes qui ruinèrent l'artisanat traditionnel albanais. En contrepartie, ils promirent la création d'une « Grande Albanie » - « Maître de l'Albanie, le Duce devenait le héraut de la cause des nationalistes shqiptars qui dénonçaient les 'persécutions' de leurs compatriotes dans l'Épire grecque. »¹²⁰ Après le refus d'un ultimatum posé par les Italiens aux Grecs, les troupes italiennes attaquèrent la Grèce, mais « [c]ontrairement aux illusions du Duce, la résistance grecque fut courageuse et habilement dirigée par le général Papagos, qui passa rapidement à la contre-attaque. A partir du Pinde, les soldats de Mussolini furent repoussés jusqu'à la frontière de l'Albanie, qui fut franchie, et les villes de Korça, Saranda, Delvine, Gjirokastër conquises par les troupes helléniques. »¹²¹ ...

En septembre 1939, Belgrade proclama sa neutralité – comme les autres capitales balkaniques. Après la défaite française de 1940, les responsables yougoslaves tinrent compte de leur situation entre l'Italie et l'Allemagne. Au début de 1941, Hitler somma la Yougoslavie d'adhérer au pacte tripartite (alliance entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon). Après de longs débats, le gouvernement de Belgrade décida l'adhésion au pacte et le 25 mars, le texte fut signé à Vienne et

¹¹⁹ Castellan : Histoire des Balkans. p. 438.

¹²⁰ Castellan : Histoire des Balkans. p. 441.

¹²¹ Castellan : Histoire des Balkans. p. 442.

rendu public. Les patriotes serbes s'insurgèrent et dans la nuit du 25 au 26 mars un coup d'État militaire se produisit. Le général Dušan Simović et un groupe d'officiers s'emparèrent du pouvoir et le régent Paul fut arrêté. On dénonça le pacte et Pierre II fut proclamé roi. Le 6 avril 1941, les armées allemandes, italiennes et hongroises envahirent la Yougoslavie, Belgrade fut occupée le 11 avril et la Yougoslavie capitula le 17 avril 1941. Les deux dictateurs, Hitler et Mussolini, partagèrent les territoires yougoslaves en neuf zones : « L'Allemagne occupait militairement la partie nord de la Slovénie, la Serbie réduite à ses frontières d'avant 1878, le Banat dans sa totalité ; l'Italie ne se contentait pas d'occuper le Monténégro, elle annexait le sud de la Slovénie, le littoral dalmate jusqu'à Dubrovnik, plus les Bouches de Kotor (Cattaro), et elle ajoutait à son royaume albanais le Kosovo et une partie de la Macédoine ; la Hongrie annexait l'ouest de la Vojvodine (la Bačka) ; la Bulgarie recevait la plus grande partie de la Macédoine et la région de Pirot ; à quoi s'ajoutait l'État théoriquement indépendant mais vassal de la Grande Croatie, incluant la Bosnie-Herzégovine. »¹²² A la fin d'avril 1941, l'ensemble des Balkans était attaché à l'Axe.

Dès le printemps de 1941, la résistance à l'occupation s'organisa, au nord de l'actuelle région de Kosovo. On peut distinguer deux mouvements de résistance, celui dirigé par le général Mihailovic et celui dirigé par le communiste Josip Broz (dit Tito).

Mihailovic décida avec un petit groupe d'officiers serbes d'aller dans la résistance. Ils se réfugièrent en Serbie occidentale et « ces hommes se réorganisèrent en mouvement militaire et politique, prenant le nom de *cetnici* (de *ceta*, bande, troupe, tchetniks en français) et renouant avec la tradition guerrière serbe. Ils se reconnurent comme sujets du roi Petar, réfugié alors à Londres avec une partie de son gouvernement. »¹²³ Les tchetnik étaient monarchistes et orthodoxes et anticommunistes. Mihajlović s'adressa seulement aux Serbes traditionalistes, Tito – le leader du mouvement de résistance communiste - à tous les Serbes. Tito fut né en 1892 en Croatie, dans une famille de paysans pauvres. Il milita dans le Parti communiste yougoslave et fit quelques stages en USSR. « Après quelques semaines de coopération et deux rencontres entre les chefs, les deux

¹²² Castellan : Histoire des Balkans. p. 446.

¹²³ Bianchini : La Question Yougoslave. P. 61.

mouvements en vinrent aux échanges de coups de feu dès novembre 1941. »¹²⁴ Les troupes allemandes attaquèrent les Partisans. Tito regroupa ses forces en Bosnie orientale, tandis que Mihailovic négocia avec les Allemands – à la Libération il sera arrêté et condamné à mort. Tito et ses troupes menèrent des combats contre les occupants allemands et italiens et contre les forces croates des oustachis. A la fin de 1943, Tito installa une Armée nationale de libération et un Conseil antifasciste, qui « fut amené à préciser ses vues sur l'avenir de la Yougoslavie et se déclara favorable à une forme fédérative, avec une large autonomie des républiques. »¹²⁵ En 1944, Tito fut reconnu comme chef de la Résistance par le roi Pierre II et lors de la libération de Belgrade par les armées soviétiques en novembre 1944, une grande partie du pays était dans les mains des titistes.

La fédération yougoslave (la Yougoslavie de Tito)

« En 1944, lorsque le pays fut libéré de l'occupant par les forces conjointes de la XIXème Armée soviétique du Maréchal Tolboukhine, de l'Armée de Libération Nationale communiste de Tito, et de l'Armée Royale du Général Draza Mihailovic, la question se posa de la reconstitution d'une deuxième Yougoslavie. Cette recreation n'était pas évidente aux yeux de tous : était-il bien nécessaire de rebâtir un ensemble formé de six Républiques, 5 nationalités, 4 langues officielles, 3 religions, et 2 alphabets ? »¹²⁶

Après la libération de Belgrade en 1944, on constitua un gouvernement provisoire et on forma un nouveau gouvernement avec Tito à sa tête. L'assemblée constituante élue en novembre 1945 décida l'abolition de la monarchie et l'adoption d'une nouvelle Constitution. La République populaire fédérative de Yougoslavie fut proclamée le 29 novembre 1945. La Yougoslavie était une République organisée sur une base fédérale avec six « Républiques » (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monténégro, Serbie et Slovénie) et deux « provinces » (le Kosovo et la Vojvodine qui a une population mixte de Hongrois,

¹²⁴ Castellan : Histoire des Balkans. p. 454.

¹²⁵ Castellan : Histoire des Balkans. p. 456.

¹²⁶ Troude, Gilles : Yougoslavie : un pari impossible ? la question nationale dans la République Fédérative Socialiste Yougoslave vue par les diplomates et experts français de 1944 à 1960. L'Harmattan. Paris : 1998. p. 31.

Roumains, Serbes, Croates, Slovaques et Ukrainiens) . Les trois religions (orthodoxe, catholique et musulman) étaient acceptées.

« Membre de la direction du PCY en 1945, le Monténégrin Milovan Djilas y assume alors la tâche de délimiter les frontières entre les républiques, retenant des critères historiques, plutôt qu'ethniques. Devenu dissident dans les années 1950, il défendit jusqu'à sa mort en 1994 le cadre crée, en soulignant qu'il était '*le moins mauvais possible*'. » ¹²⁷ La Yougoslavie de 1945 était un pays dévasté par la guerre – elle commença la reconstruction en imitant les méthodes de Staline, c'est-à-dire la nationalisation des moyens de production et la planification de l'économie. Cependant, avec le temps, une sorte de socialisme yougoslave se créera. La rupture entre Tito et Staline en 1948 déclenchera cette évolution. « Staline et Tito échangèrent des lettres qui reprenaient l'ensemble des griefs, tandis que le chef yougoslave, de son côté, esquissait une 'ligne yougoslave' du socialisme. Finalement, le Kominform se réunit à Bucarest et, le 28 juin, anniversaire de la bataille de Kosovo en 1389, il publia un communiqué annonçant l'exclusion de la Yougoslavie [...] En juillet, se tint le premier Congrès du PCY depuis la guerre. Tito y parla neuf heures et défendit sa position, tout en s'abstenant de critiquer Staline et l'URSS. » ¹²⁸ L'isolation de la Yougoslavie avait des conséquences négatives pour sa situation économique.

Bien que les minorités nationales soient déclarées égales aux peuples slaves de la fédération, le Kosovo reste subordonné à la politique centralisatrice yougoslave. Jusqu'aux années 60, de nombreuses mesures de répression sont exécutées contre les Albanais. En 1966 et 1968, des manifestations furent organisées et par la suite, plusieurs amendements de la constitution améliorèrent le statut des Albanais. En 1970, l'université de Pristina devint autonome et n'était plus dépendante de celle de Belgrade. Mais de nouvelles manifestations éclatèrent – on réclama un statut de nation, non pas de minorité nationale. Et en 1974, une nouvelle constitution fut rédigée, par laquelle le Kosovo acquiert le statut de province autonome. « Tito, à l'époque, avait à la fois réprimé et fait des concessions, en enclenchant le processus de déconcentration du pouvoir qui allait aboutir à la Constitution de 1974. Plus pour affaiblir la Serbie, diront plus tard des Serbes, que pour complaire aux Kosovars albanais. » ¹²⁹ Suite à la

¹²⁷ Dérens : Les conflits yougoslaves. p. 403.

¹²⁸ Castellan : Histoire des Balkans. p. 514.

¹²⁹ Roux, Michel : Le Kosovo. Dix clés pour comprendre. Éditions la Découverte : Paris : 1999. p. 31.

nouvelle constitution, le Kosovo dispose de ses institutions propres, de sa législation, et du droit de veto pour des problèmes graves. Des nationalistes du Kosovo utilisèrent cette autonomie pour lutter contre les intérêts des Serbes. Les Serbes se mirent à s'enfuir de la région « reprochant à la police et aux autorités albanaises de ne pas les protéger, tandis que les nationalistes albanais réclamaient le droit de former une république spécifique au sein de la Fédération yougoslave. »¹³⁰ Au printemps 1981, se produisirent des manifestations des étudiants à Pristina et elles s'étendirent sur les mines et les usines et sur d'autres secteurs de la société et on revendiqua que le Kosovo devienne la septième république de la Yougoslavie. Le gouvernement fédéral décida de réprimer ce mouvement : « condamnation d'activités 'contre-révolutionnaires' et 'séparatistes' que l'on imputait à la fois au nationalisme albanais en général et à l'influence de l'Albanie marxiste-léniniste d'Enver Hoxha, quadrillage policier, poursuites judiciaires, emprisonnements pour délits d'opinion et chasse aux sorcières dans les cellules du parti, les entreprises et syndicats. »¹³¹ Suite à l'intervention militaire en mars-avril 1981, il y eut beaucoup de victimes et de blessés. Les relations entre la majorité albanaise qui était frustrée par la réaction du gouvernement et la minorité serbe qui se sentait en insécurité se détériorèrent. En 1974, Tito se vit reconnaître le titre de Président à vie. « Il s'efforcera d'éviter jusqu'au bout la domination d'une nation sur une autre, sachant que cela signerait le fait de la Yougoslavie : l'institution d'une présidence collégiale fonctionnant après sa mort par rotation annuelle, avait cette préoccupation. Mais cela ne suffit pas à amortir la fragilité croissante du système très bureaucratisé et miné par de multiples scandales de corruption dans les années 1980, ayant alors perdu sa légitimité initiale sans avoir trouvé une cohérence socio-économique, nationale et politique. »¹³²

Après être tombé grièvement malade en janvier 1980, Tito mourut le 4 mai 1980 à Ljubljana. La Yougoslavie est en pleine crise idéologique et économique. Les ambitions nationales étaient fortes et en 1981 il n'y a qu'environ 5% de la population qui se déclare « yougoslave ». La situation économique était très difficile – l'inflation s'accélérait et le chômage se répandait. « En effet, les circonstances (second choc pétrolier, hausse du dollar et des taux d'intérêt) le

¹³⁰ Castellan : Histoire des Balkans. p. 519.

¹³¹ Roux : Le Kosovo. p. 31.

¹³² Dérens : Les conflits yougoslaves. p. 404.

contraignent à renoncer à une croissance fondée sur la dette extérieure [...] la compétition devient plus âpre entre les républiques pour le partage de moyens d'investissement réduits. Le Kosovo en souffrira particulièrement tout au long des années quatre-vingt, lui dont la croissance reposait principalement sur des transferts financiers opérés par le gouvernement fédéral par prélèvement obligatoire sur les 'républiques riches'. »¹³³ Le mécontentement des autres républiques vis-à-vis de l'utilisation irrationnelle de l'aide fédérale au Kosovo est récupéré par Slobodan Milosević.

L'arrivée de Milosevic et l'éclatement de la Yougoslavie

En 1986, Slobodan Milošević fut élu président de la Ligue des communistes de Serbie. Il organisa des grands rassemblements pour mobiliser la population en faveur des Serbes du Kosovo. Bientôt les deux provinces du Kosovo et de Vojvodine fut dominées par des partisans de Milošević qui remettait en cause le statut d'autonomie du Kosovo jamais accepté par les Serbes. Milošević faisait adopter une réforme constitutionnelle qui imposait des changements politiques au Kosovo et en Vojvodine en leur retirant la plus grande partie de leur autonomie, ce qui provoqua de nombreuses grèves en février et mars 1989. L'armée intervint et il y eut des morts et beaucoup d'arrestations. Un régime discriminatoire contre les Albanais du Kosovo fut mis en place. Le 8 mai, Slobodan Milosević fut élu à la présidence de la Serbie par l'Assemblée.

En juin 1989, un million de Serbes se rassemblèrent pour le sixième centenaire de la bataille de Kosovo. Ils réclamèrent la « Grande Serbie » sur les lieux de la bataille, à Kosovo Polje.

En janvier/février 1990, il y eut des manifestations albanaises au Kosovo, qui furent supprimées par l'intervention de l'armée. En même temps la LCY éclata et le pluripartisme fut autorisé. « Lors du Congrès de la Ligue des communistes en janvier 1990, Slobodan Milosević, président de la Ligue pour la Serbie, avait vainement essayé de continuer la réunion. Il décida donc de changer le nom de sa formation qui devint le Parti socialiste serbe, dont l'idéologie était la même qui avait inspiré sa politique depuis 1986 : La « Grande-Serbie » réunissant dans un même Etat tous les Serbes de Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro,

¹³³ Roux : Le Kosovo. p. 31.

Macédoine, suivant le mémorandum de l'Académie. »¹³⁴ Le résultat des élections du 9 et 13 décembre 1990 fut le triomphe du Parti socialiste et Slobodan Milosević emporta par 65% des suffrages la présidence de la République de Serbie.

En mai 1991, la présidence fédérale fut bloquée par le vote sur le nouveau président yougoslave, ce qui provoque la fin de la Fédération. Presque un an plus tard, la Serbie et le Monténégro créèrent une nouvelle fédération :

« Se prétendant (notamment à l'ONU) l'héritière des autres Yougoslavies, la République fédérale de Yougoslavie – RFY (Savezna Republika Jugoslavije) fut proclamée le 27 avril 1992 par le Monténégro et la Serbie – dont les citoyens ne furent d'ailleurs pas consultés. »¹³⁵ « Créée pour servir de bouclier à la Serbie qui se trouvait aux prises avec un ultimatum de l'OCDE et des Etats-Unis, en raison de son agression contre la Bosnie, cette 'Troisième Yougoslavie' ne fut pas reconnue par la communauté internationale et fut exclue en septembre de l'Assemblée générale de l'ONU. »¹³⁶

La guerre en Slovénie, en Croatie et en Bosnie

Pour les différentes « républiques » de la Fédération yougoslave la crise politique et économique avait provoqué un repli sur elles-mêmes et la volonté de retrouver l'indépendance. Après la dissolution de la Ligue des communistes en 1990, les partis communistes nationaux « se rallièrent à des formes d'indépendance qui conduisirent, à travers quatre guerres, à l'éclatement de la Fédération et à la naissance de cinq Etats, dont quatre reconnus par l'ONU : la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et la nouvelle République yougoslave formée par la Serbie et le Monténégro, mais dont la province du Kosovo voulut sortir. »¹³⁷

La Slovénie

En mai 1989, les leaders politiques slovènes publièrent une « déclaration de mai » qui soutenait un « État souverain de la nation slovène ». En avril 1990, des élections multipartites furent organisées où les nouveaux partis démocrates

¹³⁴ Castellan : Histoire des Balkans. p. 568.

¹³⁵ Dérens : Les conflits yougoslaves. p. 406.

¹³⁶ Castellan : Histoire des Balkans. p. 570.

¹³⁷ Castellan : Histoire des Balkans. p. 555.

obtinrent 55% des voix, les communistes 17%. On choisit comme premier ministre Lojze Peterle (chrétien-démocrate), et c'est Milan Kučan qui fut élu président de la République avec 59% des voix. Il était le leader du parti communiste slovène avait permis la transition au pluralisme politique sans violence. Après des amendements constitutionnels et un référendum sur l'indépendance de la Slovénie qui fut approuvée par 88,5% des votants, la souveraineté de la République fut proclamée le 25 juin 1991. Le jour suivant, on remplaça le drapeau yougoslave par le nouveau drapeau blanc, rouge et bleu, avec la silhouette du mont Triglav. Le gouvernement de Belgrade s'opposa farouchement. « Le 27 juin, des unités militaires [de l'armée fédérale] bloquèrent l'aéroport de Ljubljana, qui fut sévèrement bombardé, puis attaquèrent les postes frontières avec l'Autriche et l'Italie tenus par des policiers et douaniers slovènes. »¹³⁸ La guerre dura dix jours et après des négociations, la Slovénie était *de facto* souverain à la fin de l'année 1991. La Constitution entra en vigueur le 28 décembre 1991 et un an plus tard les premières élections eurent lieu, à l'issue desquelles J. Drovšek, le nouveau premier ministre, forma un gouvernement de coalition appuyé sur plus de 60% des voix. Le 22 mai 1992, la Slovénie devint membre à part entière de l'organisation des Nations unies.

Croatie

Dans un mémorandum sur la « Grande-Serbie », l'Académie des Sciences de Belgrade réclama les deux tiers du territoire croate pour les Serbes (12 à 13 % de la population). Il y eut de grandes protestations et des groupements politiques se formèrent. Mais c'est seulement après la chute du communisme que le multipartisme fut accepté et plusieurs partis furent fondés, dont l'Union démocratique croate (HDZ : *Hrvatska Demokratska Zajednica*) avec Franjo Tudjman pour président. Les premières élections libres et pluripartites eurent lieu en avril 1990 remportées par la HDZ. Le 30 mai, Franjo Tudjman fut élu président de la République par le parlement. Le 25 juin 1991, le parlement proclama l'indépendance de la Croatie, après avoir consulté la population.

Depuis février 1991, la population serbe se révoltait, surtout dans la région de la Krajina. L'armée serbe intervint et des combats se produisirent. « La guerre croato-serbe se terminait au bout de six mois. Son bilan était lourd : pertes

¹³⁸ Castellan : Histoire des Balkans. p. 557/558.

humaines, réfugiés, destructions de tous genres et une haine tenace entre les deux populations. Les Nations Unies mirent sur pied une « force de protection » (FORPRONU) de 14 000 hommes pour occuper les territoires dominés par les Serbes – qui tenaient un quart de la Croatie. »¹³⁹

Le 12 janvier 1992, la communauté européenne reconnut l'indépendance de la Croatie et le 22 mai 1992 elle devint membre de l'ONU.

En août 1995, la Croatie reconquit la totalité de la Krajina et il y eut une fuite de masse des Serbes « à l'exception de la Slavonie orientale (4,5% du territoire de la Croatie. Son sort fut réglé en 1995, par les accords de Dayton qui fixèrent un calendrier d'évacuation, prévoyant la réintégration pacifique – avec le retour des réfugiés croates et serbes – dans un délai d'un an, renouvelable une fois. »¹⁴⁰

En 1996, les relations entre la Croatie et la République de Yougoslavie se normalisèrent. Depuis 2000, S. Mesić est président de la Croatie.

Bosnie – l'accord de Dayton 1995

Fin 1990, on changea la constitution de la Bosnie pour permettre l'évolution vers un pluripartisme. Plusieurs partis politiques se constituèrent : le Parti musulman de l'action démocratique (SDA) avec Alija Izetbegović comme chef ; le Parti démocratique serbe (SDS) de Radovan Karadžić ; la communauté démocratique croate (HDZ). La Bosnie était trinationale (recensement de 1991 : 44% de Musulmans, 31% de Serbes, 17% de Croates) ce qui provoquait beaucoup de conflits. En octobre 1991, la Bosnie se déclara indépendante et le 29 février et 1^{er} mars 1992 on organisa un référendum sur la question d'une Bosnie-Herzégovine souveraine et indépendante. « Le soir même du second tour, de jeunes Serbes ouvrirent le feu sur les deux autres groupes : les violences ethniques commençaient à Sarajevo. »¹⁴¹ Les deux camps se préparaient à la guerre. En avril 1992, la Bosnie-Herzégovine fut reconnue comme état indépendant par les pays européens et les États-Unis. Cependant, une guerre civile sanglante ne put pas être évitée. Des combats durs entre des Serbes, des Croates et des Bosniaques eurent lieu et la ville de Sarajevo était assiégée par l'armée fédérale, coupée en deux parties (musulmane et serbe) et la population souffrait énormément. Fin mai 1992, un embargo total fut décrété par l'ONU et on envoya

¹³⁹ Castellan : Histoire des Balkans. p. 561.

¹⁴⁰ Castellan : Histoire des Balkans. p. 561.

¹⁴¹ Castellan : Histoire des Balkans. p. 562.

un millier de casques bleus à Sarajevo – mais on ne réussit pas à arrêter les combats. L'entente entre Musulmans et Croates se dégrada et il y eut de violents combats jusqu'au février 1994, où on accepta sous la pression des Etats-Unis à conclure la formation d'une fédération croato-musulmane au sein de la Bosnie-Herzégovine.

Les Serbes de Bosnie continuaient la guerre et « [p]our en finir, le 30 août 1995, l'OTAN lança une opération contre les positions serbes qui tenaient toujours le siège de Sarajevo, tandis que l'ONU réclamait au général Mladic retraits des armes lourdes au-delà de vingt kilomètres autour de la capitale, sous peine de bombardements aériens – ils furent effectivement réalisés. »¹⁴² Le 5 octobre, on signa un cessez-le-feu et le 21 novembre 1995 on signa un accord de paix à Dayton, Ohio. On voulait garantir l'unité de la Bosnie avec Sarajevo comme capitale – mais la Bosnie serait partagée entre une Fédération croato-musulmane, et un État serbe. L'ONU fut remplacée par des troupes de l'OTAN : IFOR – « Force de maintien de la paix ».

« Ainsi se terminait un conflit qui avait duré quatre ans, fait des milliers de morts et jeté sur les routes 2 800 000 personnes. L'opinion internationale dénonça comme principal responsable le « nettoyage ethnique », selon l'expression qui apparut au milieu de l'année 1992. »¹⁴³

En septembre 1996, Izetbegović fut élu président de l'État. Malgré l'unité de l'État, les conflits entre les différents groupes ethniques persistèrent, surtout pendant le retour des réfugiés. Cependant, malgré les tensions, on réélut le parlement commun en 1998 et en 2000.

¹⁴² Castellan : Histoire des Balkans. p. 564.

¹⁴³ Castellan : Histoire des Balkans. p. 564.

La résistance albanaise contre l'oppression serbe

La résistance albanaise s'exprima dans deux manières différentes, un mouvement pacifiste avec Ibrahim Rugova comme leader et un mouvement armé, l'UCK.

Après la dissolution du parlement du Kosovo début juillet 1990, une réunion clandestine eut lieu le 7 septembre 1990 où on proclama la République de Kosovo comme république fédérée dans le cadre de la Yougoslavie. A partir de février 1991, on mit en place un enseignement parallèle qui scolarisa l'ensemble des jeunes Albanais. On avait refusé les nouveaux programmes publiés par Belgrade imposant le serbe comme langue obligatoire. En plus, beaucoup d'enseignants albanais avaient été licenciés.

Avec un référendum clandestin en septembre 1991, on confirma la souveraineté de la République du Kosovo et en mai 1992, des élections présidentielles et législatives furent organisées. Ibrahim Rugova devint « Président de la République » et le nouveau parlement fut dominé par la Ligue démocratique du Kosovo (LDK). En 1998, le parlement fut renouvelé. C'est un système parallèle, politique et institutionnel, qui fut mis en place par les Albanais du Kosovo et financé par la diaspora albanaise du Kosovo.

« Une première scission du mouvement albanais est intervenue en mars 1998 entre d'un côté les militants modérés de la LDK et de l'autre les partis de l'opposition et de l'UCK qui considèrent comme nulles et non avenues l'élection du nouveau Parlement illégal. »¹⁴⁴ Aux négociations de Rambouillet en février 1999, le mouvement resta divisé et on ne parvint pas à s'allier avec les partis d'opposition serbe. Pendant la guerre du Kosovo la LDK eut du mal à faire connaître ses prises de position. Rugova se réfugia à Rome.

L'armée de libération du Kosovo (UCK) était issue des groupes clandestins après les émeutes de 1981. Ils avaient comme but commun l'indépendance du Kosovo par la lutte armée et la création d'une grande Albanie. « Leur idéologie résumait de manière confuse la propagande de Tirana, c'est-à-dire un mélange détonnant de 'mao-envérisme' et d'ultra-nationalisme. Les groupes clandestins prospérèrent et gagnèrent en crédibilité auprès de la population albanaise sur la base de l'échec de la politique d'Ibrahim Rugova. »¹⁴⁵ C'est en février 1996 que l'UCK se manifeste pour la première fois en revendiquant une série d'attaques contre un

¹⁴⁴ Dossier du monde diplomatique sur le Kosovo. Internet

¹⁴⁵ Dérens : Les conflits yougoslaves. p. 175.

camp de réfugiés serbes de Bosnie. M. Adem Demaçi est le chef de file de l'UCK. La participation des membres de l'UCK à la délégation des Albanais du Kosovo dans les conférences de Rambouillet en 1999, lui vaut reconnaissance internationale.

La guerre du Kosovo

Le 1^{er} mars 1998, les premières attaques massives des forces serbes eurent lieu à Drenica. Une semaine plus tard le Groupe de contact (le groupe de contact pour le Kosovo est composé des ministres des affaires étrangères représentant la France, l'Allemagne, l'Italie, la Russie, le Royaume-Uni, l'Irlande du Nord et les États-Unis) demanda à la Yougoslavie de cesser ses opérations répressives et de négocier avec les représentants des Kosovars albanais et le 31 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU décida un embargo sur les ventes d'armes à la Yougoslavie. Mais en juin 1998, Milošević lança une grande offensive, au cours de laquelle environ 150 000 Kosovars furent déplacés. Depuis mars 1998, le conflit armé entre Albanais et forces serbes s'était généralisé et six mois plus tard, environ 2 000 personnes furent tuées et il y avait de 200 000 à 300 000 personnes déplacées ou réfugiés. « Un premier ultimatum fut alors adressé par l'OTAN aux autorités serbes, leur demandant de se conformer à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU pour un cessez-le-feu, le retrait des renforts policiers et militaires, le libre accès des organisations humanitaires et le retour des réfugiés. »¹⁴⁶

Le 15 janvier 1999, un massacre de 45 civils albanais dans le village de Račak commis par les forces serbes, provoqua la convocation d'une grande réunion internationale à Rambouillet au février 1999. Ces pourparlers entre des représentants de la Serbie, des Kosovars albanais et des négociateurs occidentaux s'avéra comme un échec. Quelques semaines plus tard, de nouvelles négociations à Paris n'aboutirent pas non plus à une solution. Le 24 mars 1999, les frappes aériennes de l'OTAN sur la Yougoslavie commencèrent.

« C'est une décision historique que prend M. Javier Solana, le secrétaire général de l'OTAN, le 23 mars 1999 : pour la première fois depuis 1949, l'Alliance atlantique bombarde un pays qui n'a pas commis d'agression hors de ses frontières, qui plus est se trouve hors d'Europe. Au nom du droit d'ingérence,

¹⁴⁶ Clayser, Nathalie dans Yérasimos, Stéphane (dir.) : Le retour des Balkans 1991 – 2001. Éditions Autrement. Paris : 2002. p. 86.

l'OTAN transgresse deux principes majeurs du droit international : la souveraineté des États et la Charte de l'ONU, puisque l'opération est engagée sans autorisation du Conseil de sécurité »¹⁴⁷ Les bombardements visèrent les capacités de défense antiaérienne de l'armée yougoslave, les capacités de l'armée serbe à mener des actions contre les combattants séparatistes kosovars et dans une troisième phase la destruction des capacités de défense de la Yougoslavie, c'est-à-dire que l'OTAN bombarde aussi des cibles civiles comme l'installation de distribution d'eau, de transport et de production d'énergie. Les bombardements frappèrent aussi les populations civiles kosovare, serbe et albanaise et des nombreux civils furent tués par des erreurs de tirs. « [C]ette stratégie d'opérations militaires exclusivement aériennes a également eu des conséquences néfastes pour la situation des populations, notamment les réfugiés, ainsi privés de toute protection internationale déployée au sol. Du 16 au 27 mai une mission des Nations unies s'est rendue au Kosovo et dans d'autres régions de la RFY. Les conclusions du rapport communiqué le 9 juin aux Conseil de sécurité ont dressé un bilan dramatique de l'opération de l'OTAN. ' Durant la période allant du 24 mars au 10 avril les régions du Kosovo où la mission s'est rendue ont été le théâtre d'un déchaînement de meurtres, d'incendies volontaires, de pillages, d'expulsion forcée et d'actes de violence, de vengeance et de terreur.' »¹⁴⁸ Le 9 juin, un accord militaire entre l'OTAN et l'état-major des forces yougoslaves fut signé obligeant les forces yougoslaves de quitter le Kosovo dans un délai de 11 jours. « Sept solutions ont été envisagées pour le Kosovo au cours des années quatre-vingt-dix : le supprimer en tant que territoire politique (c'est-à-dire intégrer son territoire dans le maillage administratif standard de la Serbie proprement dite), lui conserver le statut d'autonomie très réduite défini en 1989-1990, le doter à nouveau d'une autonomie étendue, en faire la troisième république de la Yougoslavie, le reconnaître indépendant, l'unir à l'Albanie, enfin le partager, solution qui réintroduit, pour chacun des morceaux, certaines des possibilités précédentes. »¹⁴⁹ Les différentes solutions sont revendiquées par de différents groupes représentant les intérêts de la population serbe ou de la population albanaise ou kosovare.

¹⁴⁷ Dossier du monde diplomatique sur le Kosovo. Internet.

¹⁴⁸ Dossier du monde diplomatique sur le Kosovo. Internet.

¹⁴⁹ Roux : Le Kosovo. p. 92/93.

Le 10 juin, l'OTAN interrompt les bombardements et deux jours plus tard, une force internationale dirigée par l'OTAN – Kosovo force/ KFOR – créée par la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, entra au Kosovo depuis la Macédoine et l'Albanie. Le Kosovo faisait toujours partie de la Fédération yougoslave, mais était placé sous un protectorat international. Bernard Kouchner devint le chef de la Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK).

La situation après la guerre du Kosovo

Les réfugiés

Selon le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés, « du début des affrontements en 1998 aux bombardements de l'OTAN le 23 mars 1999, plus de 450 000 personnes ont été contraintes de fuir leurs villages pillés et détruits par les forces serbes. »¹⁵⁰ Et le déclenchement des bombardements de l'OTAN en mars 1999 permet à la Serbie de lancer une offensive de nettoyage ethnique qui forçait à fuir 800 000 Albanais. Encore après la guerre, la situation reste très tendue, surtout à Kosovska Mitrovica et dans les villages à majorité albanaise dans le sud de la Serbie. En mars 2000, la plupart des réfugiés albanais sont rentrés chez eux ; mais les violences contre les populations non albanaises – les Serbes, les Roms, les Musulmans – du Kosovo a provoqué une nouvelle vague de réfugiés malgré la présence au sol de 30 000 hommes de la Kfor.

Les événements du mars 2004

« Comme le notait en novembre 1999 Jiri Dienstbier, rapporteur spécial pour les droits de l'Homme auprès du Secrétaire général des Nations Unies, le Kosovo a été le théâtre, en quelques mois, de deux opérations consécutives de 'nettoyage ethnique', la première frappant les Albanais, et la seconde tous les éléments non-albanais de la province. »¹⁵¹ En mars 2004, la violence escala de nouveau dans le Kosovo entre Serbes et Albanais. Des extrémistes albanais détruisent des églises orthodoxes, des monastères et des maisons. 3600 Serbes, Roms et Ashkalis durent s'enfuir. 22 Serbes furent tués. Deux jours plus tard, des extrémistes serbes brûlèrent deux mosquées à Belgrade et Nis. Jusqu'au 21 mars 2004, 28 hommes moururent et 700 furent blessés. L'écrivain albanais

¹⁵⁰ Dossier du monde diplomatique. Internet.

¹⁵¹ Dérens : Les conflits yougoslaves. p. 177.

Ismail Kadaré s'exprima sur ces événements : « Je pense qu'il s'agit des événements les plus tragiques depuis la libération du Kosovo, et qu'ils n'auraient jamais dû se produire. [...] Ces violences inutiles ont frappé de plein fouet la liberté du Kosovo, en même temps que son avenir et ses propres alliés, il faut le dire. »¹⁵²

La transition économique

La transition économique au Kosovo, le processus de privatisation, est bloquée depuis quelques mois. La situation économique est très difficile – il y a 60 % des chômeurs et beaucoup de salaires qui ne peuvent que travailler à temps partiel. Le président de l'Union des syndicats indépendants du Kosovo (BSPK) – le seul organe syndical albanais au Kosovo – Bahri Shabani décrit la situation : « Le BSPK soutient depuis le début le processus de privatisation des entreprises publiques et coopératives de travailleurs, parce que ces entreprises sont en état de faillite et qu'elles ne peuvent se redresser seules. [...] Ce qui nous intéresse, c'est l'emploi. Et pour le moment, nos entreprises sont détruites par la guerre et le passé. Il peut paraître paradoxal que nous soutenions la privatisation de ces entreprises, mais nous n'avons rien à perdre, car nous sommes hors circuit. »¹⁵³ Bahri Shabani pense que les raisons pour le blocage de l'application de la loi sur les privatisations depuis l'automne 2003 sont les revendications de la Serbie prétendant que les entreprises au Kosovo appartiennent à la Serbie. Pour lui, « La situation politique et économique actuelle du Kosovo ainsi que le statut quo créé par la Communauté internationale et la MINUK ne contribuent pas à la stabilisation ni du Kosovo ni de la région. Le blocage du développement économique, comme cela était le cas dans le processus de privatisation, a été l'un des éléments des troubles du mars. » Mais il se montre optimiste : « Je crois que malgré tous ces problèmes, le Kosovo avec l'aide de la Communauté internationale arrivera à surmonter cette situation et que nous aurons un mouvement vers la démocratisation et le développement économique. »

¹⁵² Interview avec Ismaël Kadaré. Publié dans le Courrier des Balkans le 20 mars 2004.

¹⁵³ Le courrier des Balkans : Transition économique au Kosovo : un processus bloqué. Paru le 23 mai 2004.

VII. La langue albanaise et les écrivains kosovars

Langue

L'albanais appartient au groupe des langues indo-européennes (mais elle se distingue nettement des autres langues indo-européennes) et descend de l'illyrien, une langue parlée le long de la côte orientale de l'Adriatique à l'époque antique. Au XIV. siècle on utilisait des caractères latins pour noter l'albanais, après on l'a noté en caractères cyrilliques, grecs ou arabes et à partir de 1908, on a repris les caractères latins. En albanais, on peut distinguer deux dialectes – le tosque et le guègue. Le guègue est parlé dans le Nord et dans le Kosovo, le tosque dans le Sud et c'est le tosque qu'on a choisi comme base de la langue officielle. En 1972, on réalisa l'unification de l'orthographe de l'albanais lors d'un congrès à Tirana.¹⁵⁴

L'historien Jacques Ancel (début du XX^e siècle) écrit sur la langue albanaise : « C'est aussi dans un cadre géographique déterminé et grâce à une Renaissance littéraire que se constitua, en langue de civilisation, un antique parler local, l'albanais. L'âpre 'Pays des rochers', la *Shqipërija*, où s'est maintenue jusqu'à présent la vie patriarcale, a pu être un conservatoire de cette langue indo-européenne, où d'aucuns ont prétendu trouver, grâce aux racines grecques, éoliennes, les éléments de la langue présumée des hypothétiques Pélasges. »¹⁵⁵ Historiquement, la langue albanaise a eu du mal à être reconnue par les autres – tout comme la nation albanaise : « Mais la spécificité linguistique, constitutive pour les Albanais eux-mêmes de leur unité nationale, a pu être tenue par d'autres pour insignifiante, au sens propre. Un connaisseur des Balkans comme Gaston Gravier n'écrivait-il pas que la langue des Albanais, comme celle des Tsiganes, était 'presque tout entière faite d'emprunts aux différents peuples parmi lesquels ils ont vécu' ? Ce qui revient à exagérer de façon colossale lesdits emprunts et surtout à ignorer totalement les faits de structure. C'est l'existence même d'une nation albanaise qui, pour l'Occident, paraît difficile à saisir. »¹⁵⁶

Cependant, pour les Albanais, c'est leur langue qui a une importance essentielle pour leur conscience nationale : « [L]a question de la langue est d'autant plus

¹⁵⁴ Cf. Sellier, André et Sellier, Jean: Atlas des peuples d'Europe centrale. La Découverte. Paris : 2002. p. 180.

¹⁵⁵ Ancel, Jacques: Peuples et nations des Balkans. Colin. Paris : 1930. Nouvelle édition : Paris 1992. p. 89.

¹⁵⁶ Roux, Michel: les Albanais en Yougoslavie. p. 168.

importante pour les Albanais qu'ils constituent le seul peuple 'transreligieux' des Balkans, le seul dont l'identité nationale se soit constituée exclusivement sur la base de la langue alors que son appartenance à des confessions différentes constituait un facteur de dissociation. »¹⁵⁷

Littérature

Xhevdet Bajraj

Xhevdet Bajraj est un poète kosovar qui a exilé après avoir été arrêté par les milices serbes. Il est allé au Mexico, à la Casa Refugio Citlaltépetl où il fait la connaissance d'un écrivain serbe – Vladimir Arsenijevic. Étant opposé au régime de Milosevic, il avait aussi choisi de s'exiler. Les deux écrivains deviennent amis et décident de fonder une maison d'édition publiant des textes en serbe et en albanais. Ils l'appelaient "Ledolomac" / = Briseur de glace. Aujourd'hui, Bajraj enseigne à l'université de Mexico.

Flora Brovina

Flora Brovina est née le 30 septembre 1949 à Skenderaj, au Kosovo. Après avoir passé son baccalauréat, elle étudie la Médecine à Pristina et à Zagreb et termine avec un doctorat en pédiatrie. De 1973 à 1981, Flora Brovina travaille comme journaliste pour le journal « Rilindja » à Prishtina. Pendant ce temps, elle écrit aussi des poèmes et publie plusieurs recueils de poésie.

En 1992, elle fonde la « Ligue des Femmes Albanaises du Kosovo » et en mars 1998 le « Centre pour la Réhabilitation des Femmes et des enfants ». Pendant la guerre du Kosovo, ce centre était la seule institution à Prishtina qui aidait les civils.

Elle a été arrêtée le 20 avril 1999 par le régime serbe et condamnée à 12 ans de prison. La pression internationale des institutions politiques, culturelles et humanitaires a provoqué sa libération le premier novembre 2000.

¹⁵⁷ Roux, Michel: les Albanais en Yougoslavie. p. 205.

Beqe Cufaj:

Beqe Cufaj est né le 3 décembre 1970 à Deçan, une petite ville dans le sud-ouest du Kosovo. Après avoir passé son bac, il fait des études de lettres et linguistique albanaises à Prishtina. Pendant la guerre au Kosovo, il publie des essais littéraires dans de grands journaux allemands, dans lesquels il commente les événements dans son pays. Maintenant il vit à Stuttgart en tant qu'écrivain et correspondant. En 2005, son premier roman « Der fremde Glanz » sera publié chez les éditions « Paul Zsolnay ». Il parlera des jeunes Albanais du Kosovo qui vivent en Allemagne.

Sabri Hamiti

Cet écrivain kosovar est né à Dumnica (à coté de Podujeva) au Kosovo en 1950. Il a fait des études de littérature comparée à Zagreb et à Paris et a présenté une thèse à l'université de Prishtina. Il écrit de la prose et de la poésie, ainsi que des drames.

Esad Mekuli (1916 – 1993)

Esad Mekuli est considéré comme le père de la poésie albanaise moderne. Il est né à Plava (un village sur la frontière entre l'Albanie et le Monténégro). Après son temps à l'école de Peja (Kosovo), il fait des études de médecine vétérinaire à Belgrade. En 1949, il fonde la revue littéraire "La nouvelle vie" et travaille comme rédacteur en chef de cette revue jusqu'à 1971. Il fait aussi des traductions de littérature yougoslave.

BIBLIOGRAPHIE

Ancel, Jacques : Peuples et nations des Balkans. Librairie A. Colin. Paris : 1930 (Réimpression 1995)

Bataković, Dušan T. : Kosovo. La spirale de la haine. Les faits – les acteurs – l'histoire. Éditions l'Âge d'Homme. Lausanne : 1993

Bianchini. Stefano : La question yougoslave. Casterman-Guinti Gruppo Editoriale. Florence : 1996.

Castellan, Jacques : Histoire des Balkans. XIV – XX siècle. Librairie Arthème Fayard : 1991.

Castellan, Jacques : Le monde des Balkans. Poudrière ou zone de paix ?

Dérens, Jean Arnault et Samary Catherine : Les conflits yougoslaves de A à Z. Les éditions de l'Atelier / Editions ouvrières. Paris : 2000.

Hilgemann, Werner et Kinder, Hermann : Atlas historique (Édition française). Éditions Perrin. 2003

Hitzel, Frédéric : L'Empire ottoman.

Mantran, Robert : Histoire de la Turquie. P.U.F. Paris : 1993.

Pollo, Stefanaq et Puto, Arben (direction) : Histoire de l'Albanie. Des origines à nos jours. Éditions Horvath.

Prévelakis, Georges : Les Balkans. Culture et Géopolitique. Éditions Nathan. Paris : 1994

Roux, Michel : Le Kosovo. Dix clés pour comprendre. Éditions la Découverte. Paris : 1999.

Roux, Michel : Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale. Territoire et développement. Éditions de la maison des sciences de l'homme. Paris : 1992

Sellier André et Jean : Atlas des peuples d'Europe centrale. La Découverte. Paris : 2000.

Troude, Gilles : Yougoslavie : un pari impossible ? la question nationale dans la République Fédérative Socialiste Yougoslave vue par les diplomates et experts français de 1944 à 1960. L'Harmattan. Paris : 1998

Yérasimos, Stéphane (direction): Le retour des Balkans 1991 – 2001. Éditions Autrement. Paris : 2002.

Internet :

www.monde-diplomatique.fr/cahier/kosovo/

<http://www.albanianliterature.com/>

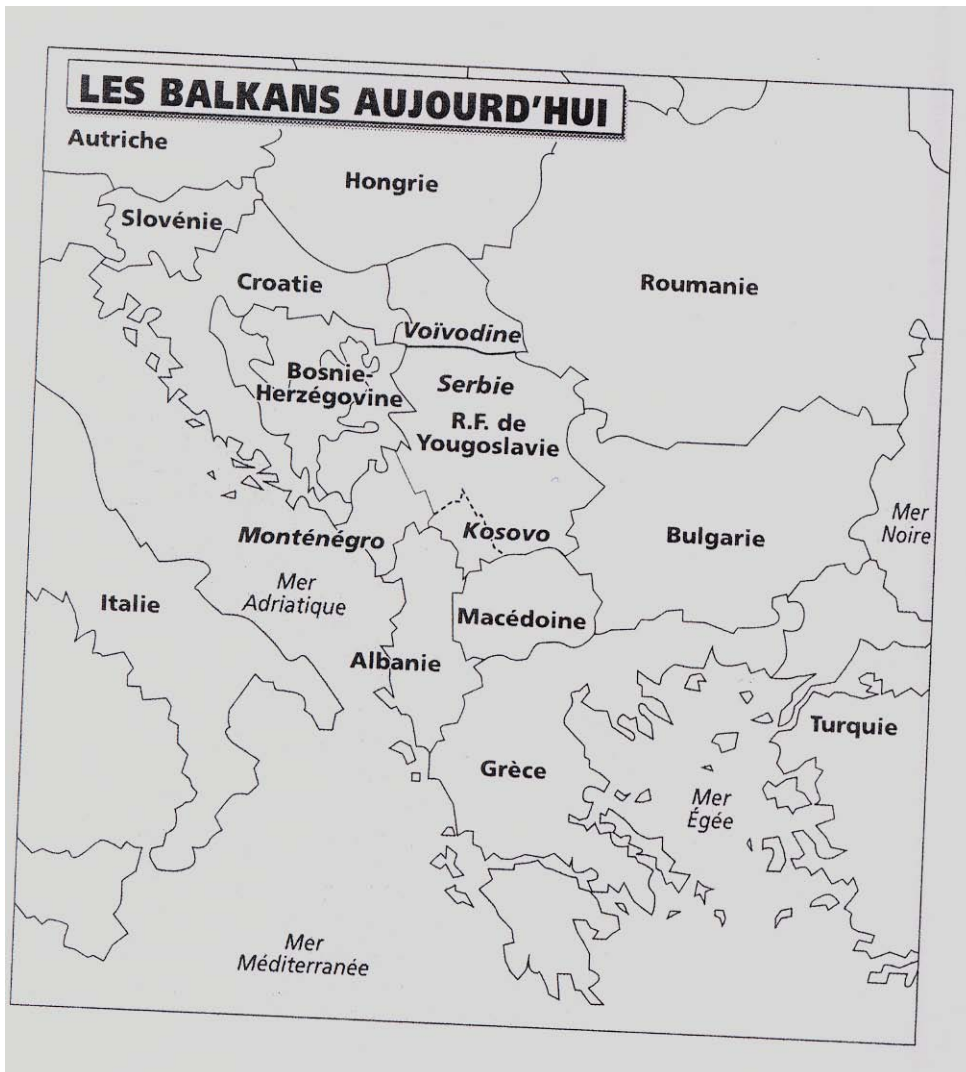
www.lexpress.fr/info/monde/dossier/albanie/dossier.asp?ida=420676

www.balkans.eu.org/

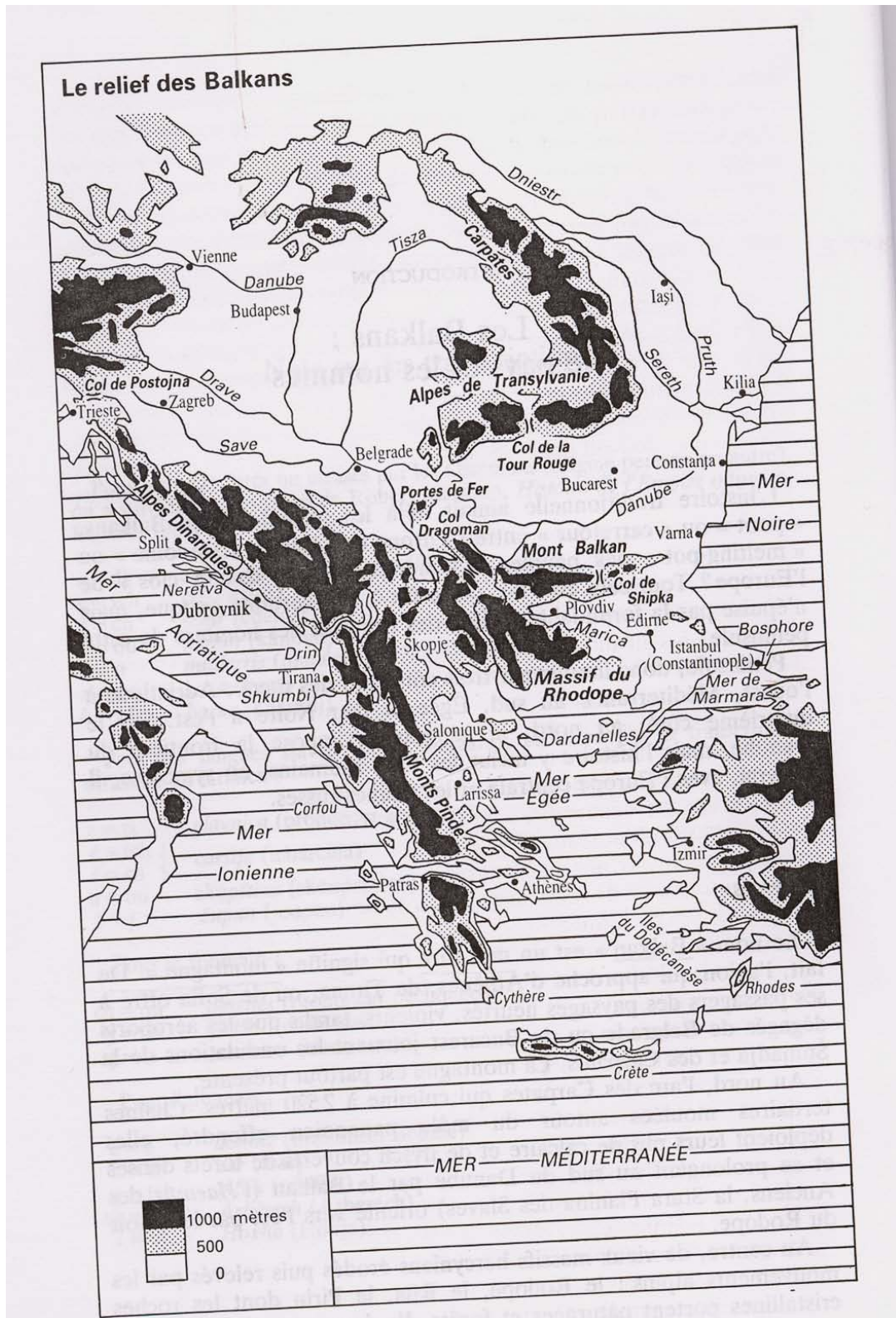
revue :

Confluences Méditerranée. Été 1999. Dossier sur le Kosovo préparé par Christophe Chiclet. L'Harmattan : 1999.

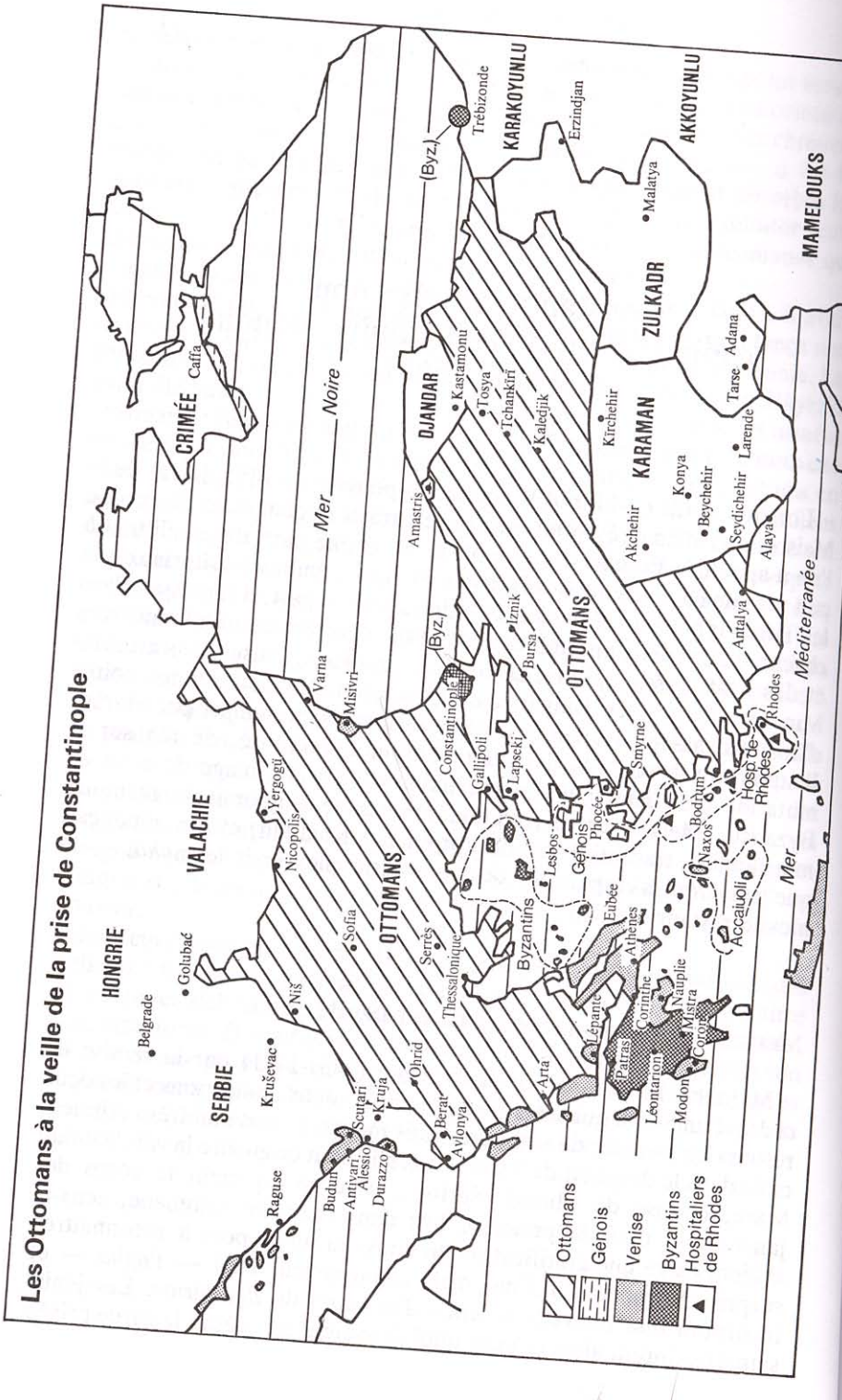
ANNEXES : CARTES



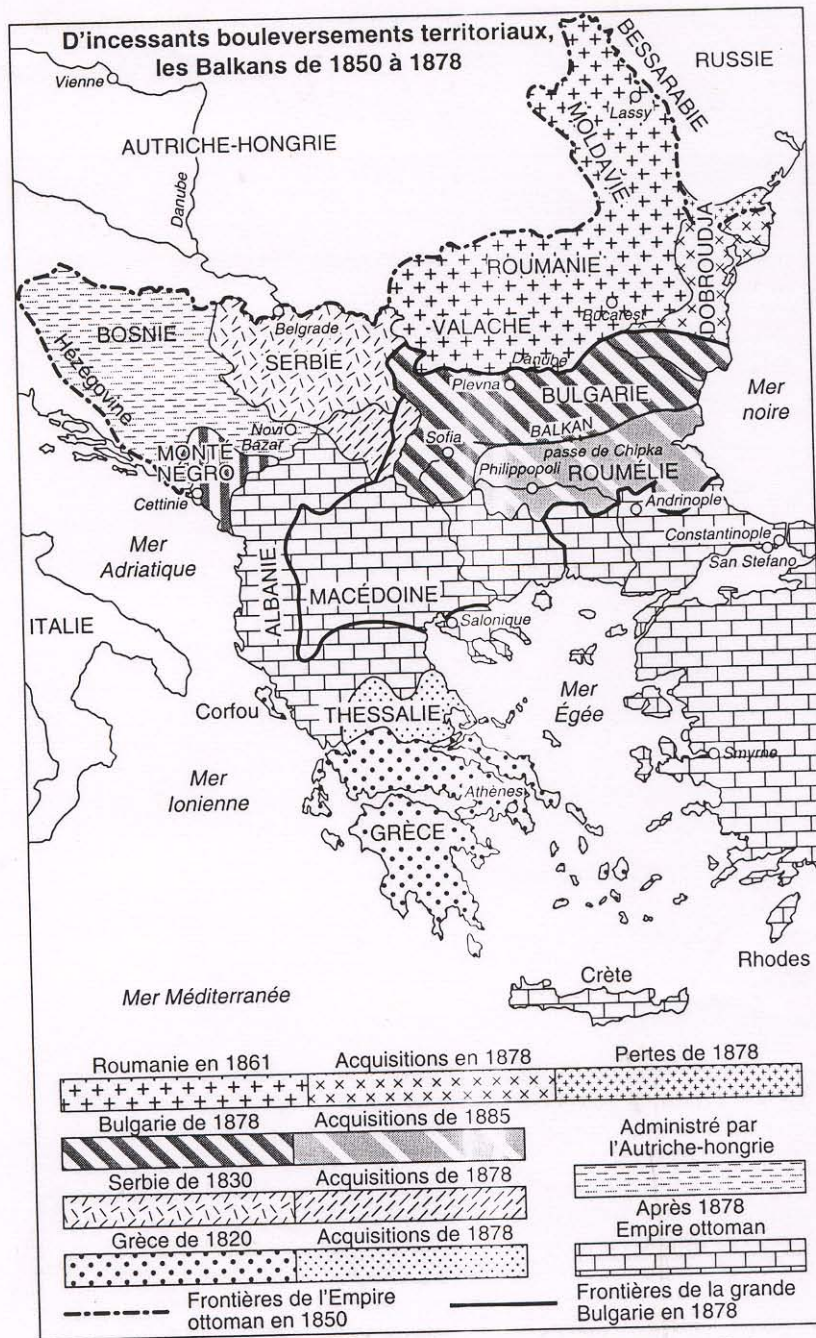
Source: revue: Confluences Méditerranée.



Source: Castellan: Histoire des Balkans.

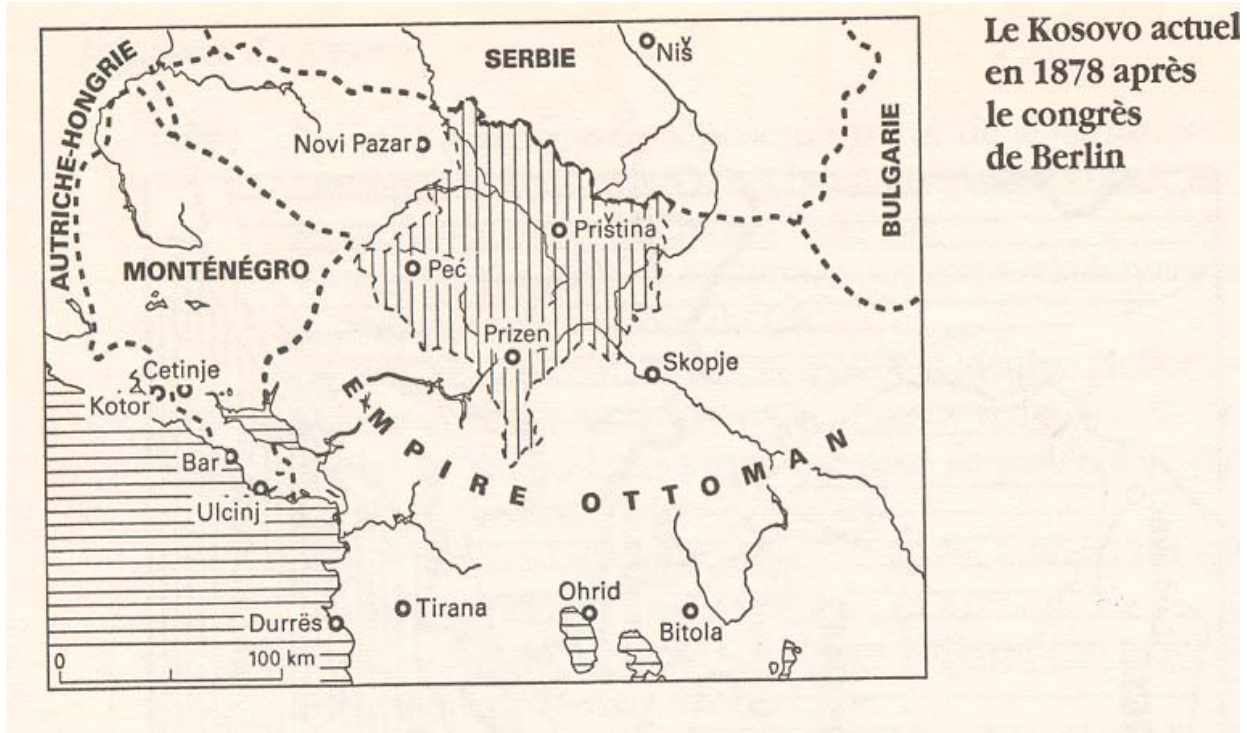


Source: Castellan: Histoire des Balkans.



Source : D'après Louis GENET. *L'Époque contemporaine*, Hatier, p. 47.

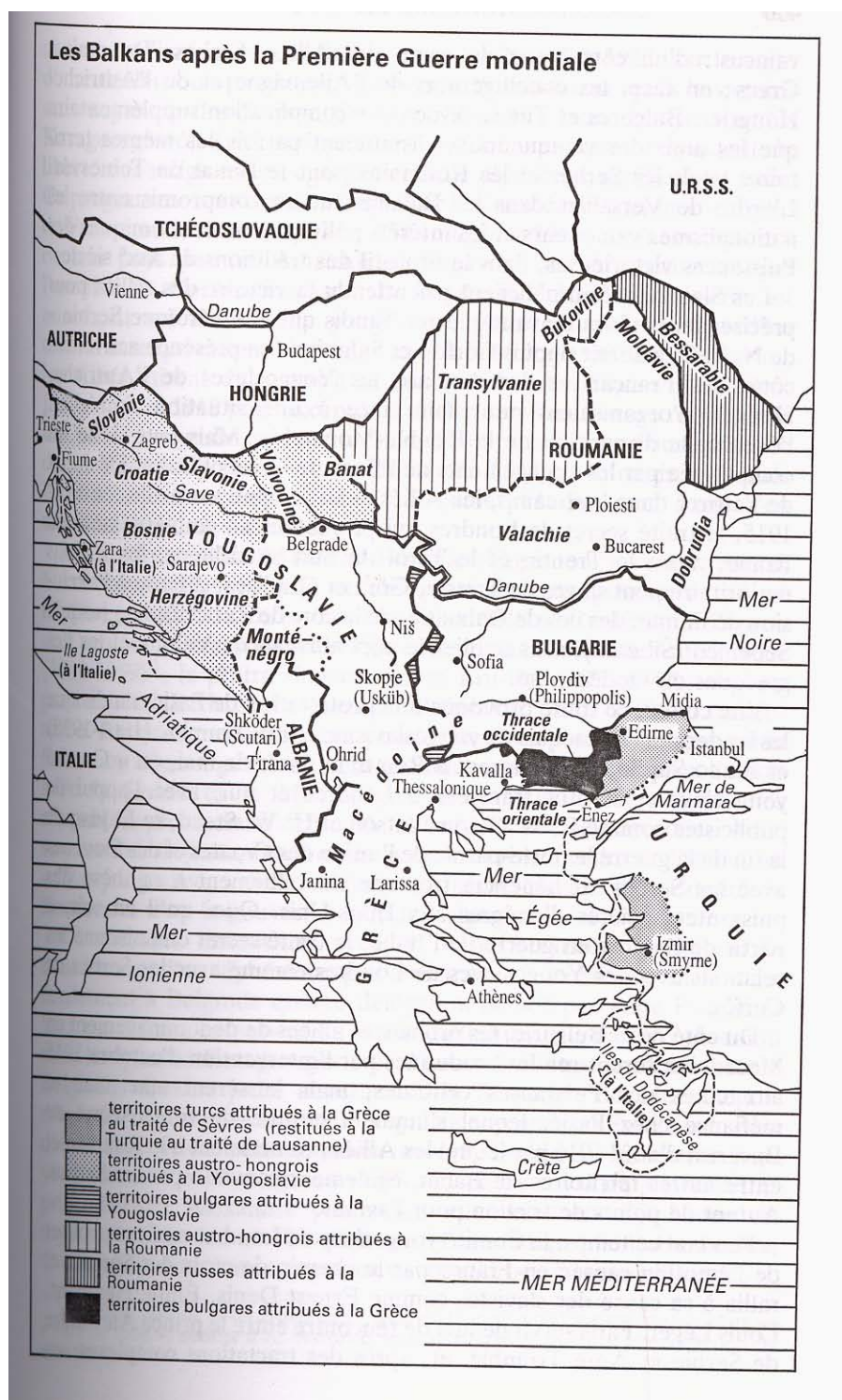
Source: Castellan : Le monde des Balkans.



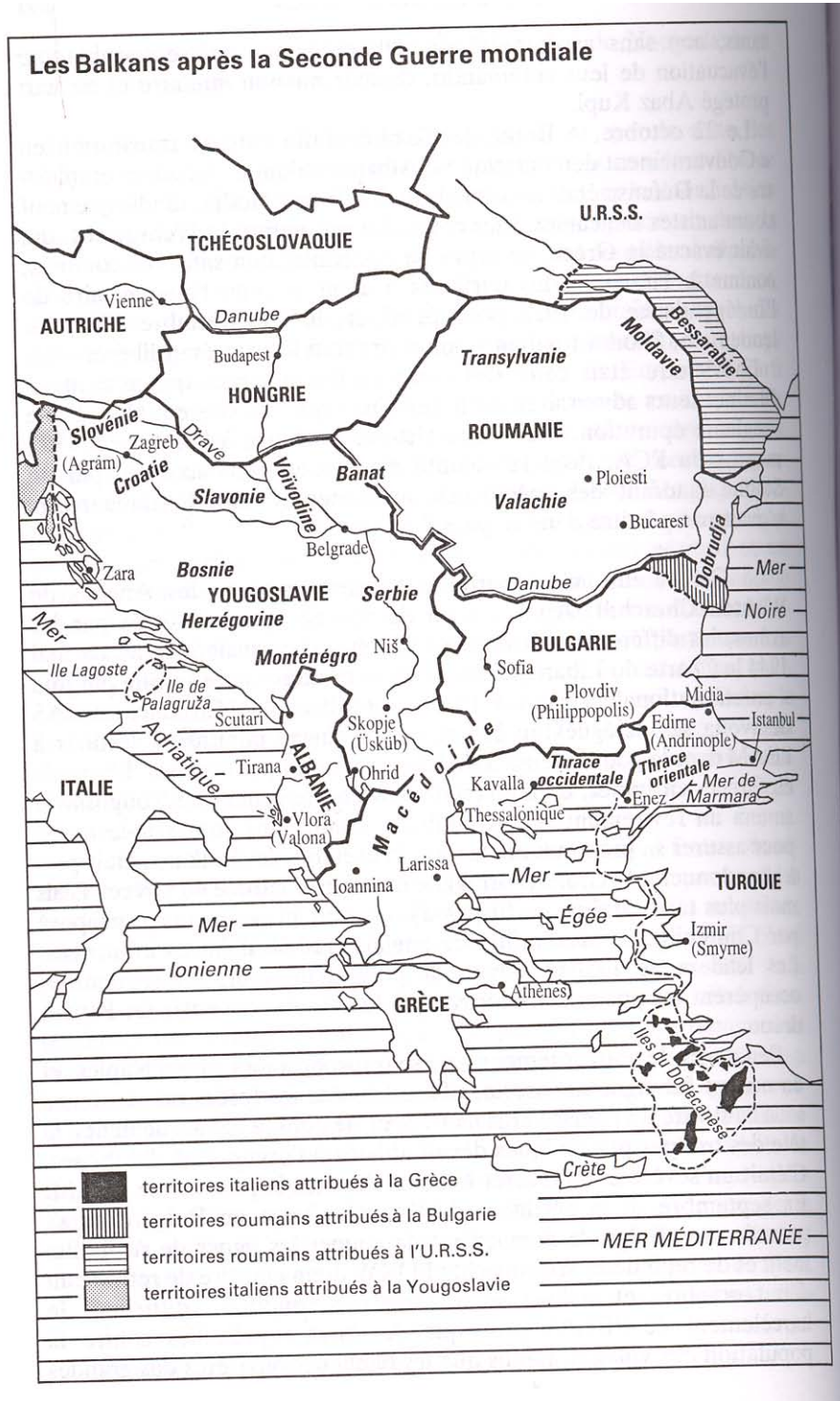
Source: Roux: Le Kosovo.



Source: Castellan: Le monde des Balkans.

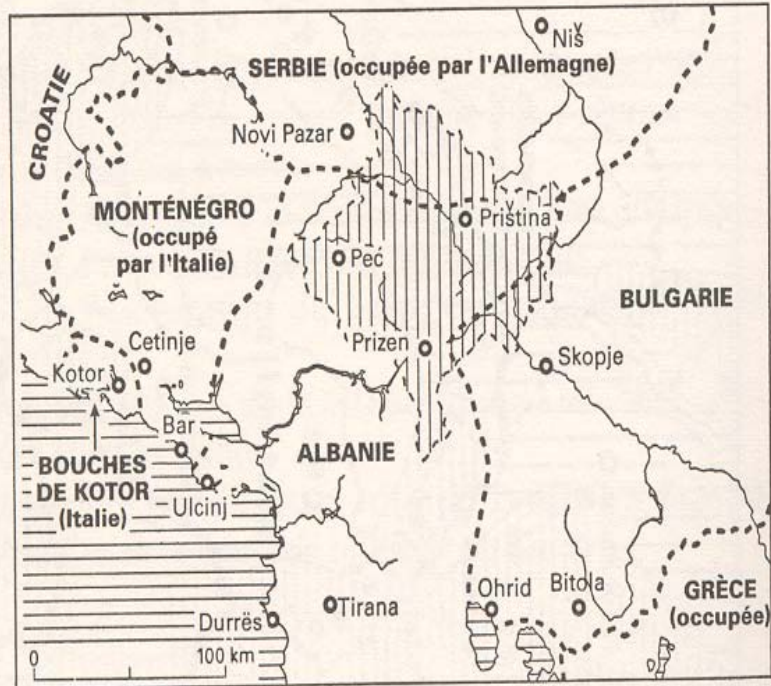


Source: Castellan: Histoire des Balkans.

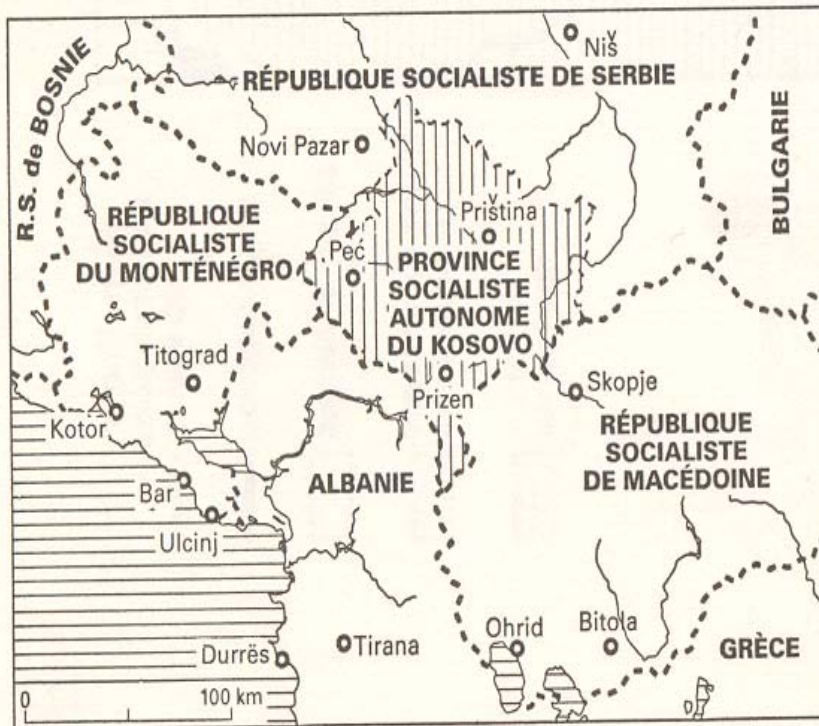


Source: Castellan: Histoire des Balkans.

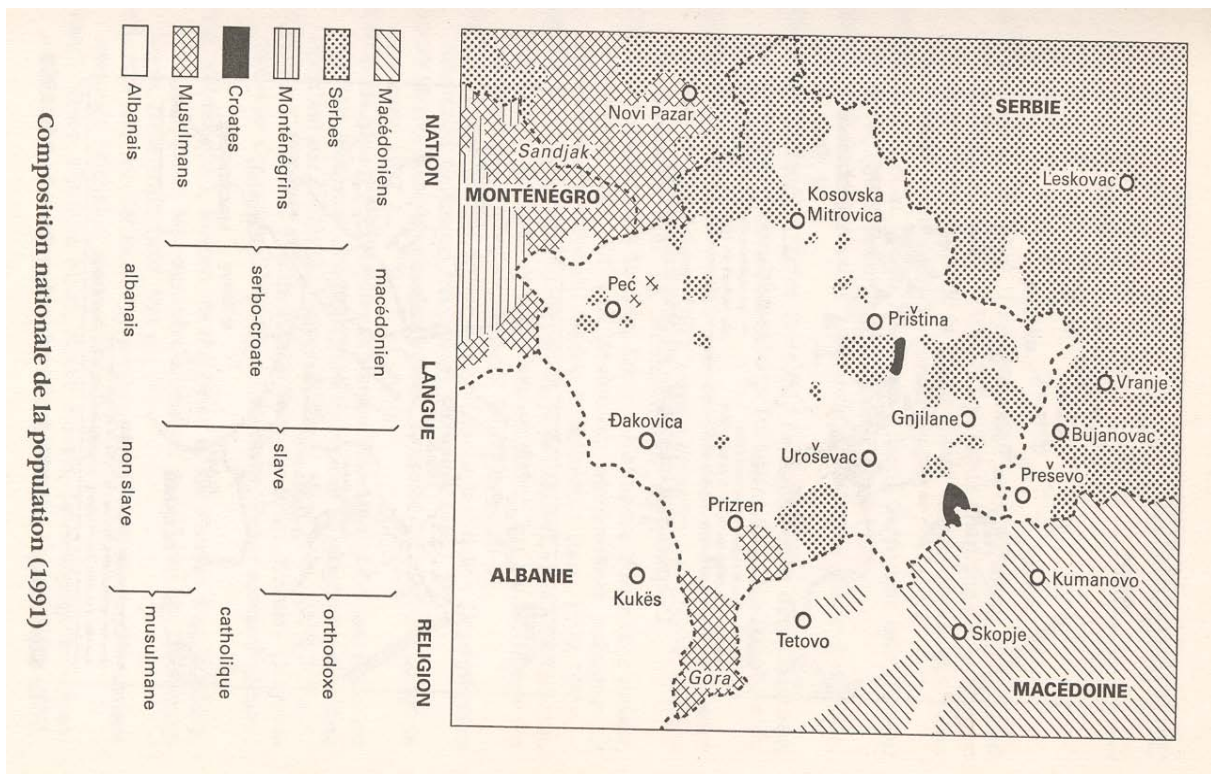
Le Kosovo actuel
pendant
la Seconde
Guerre mondiale
(1941-1945)



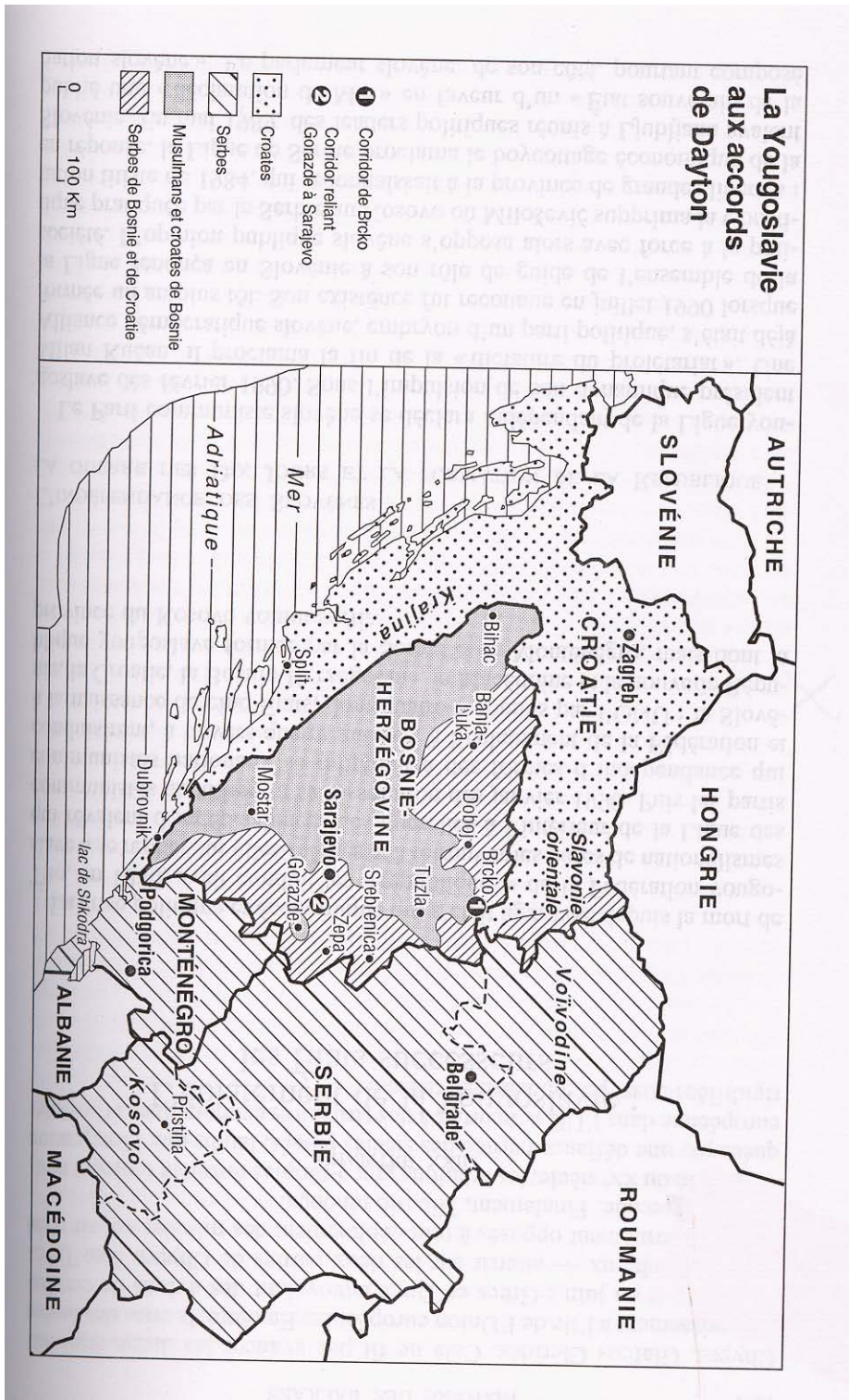
Source: Roux: Le Kosovo.



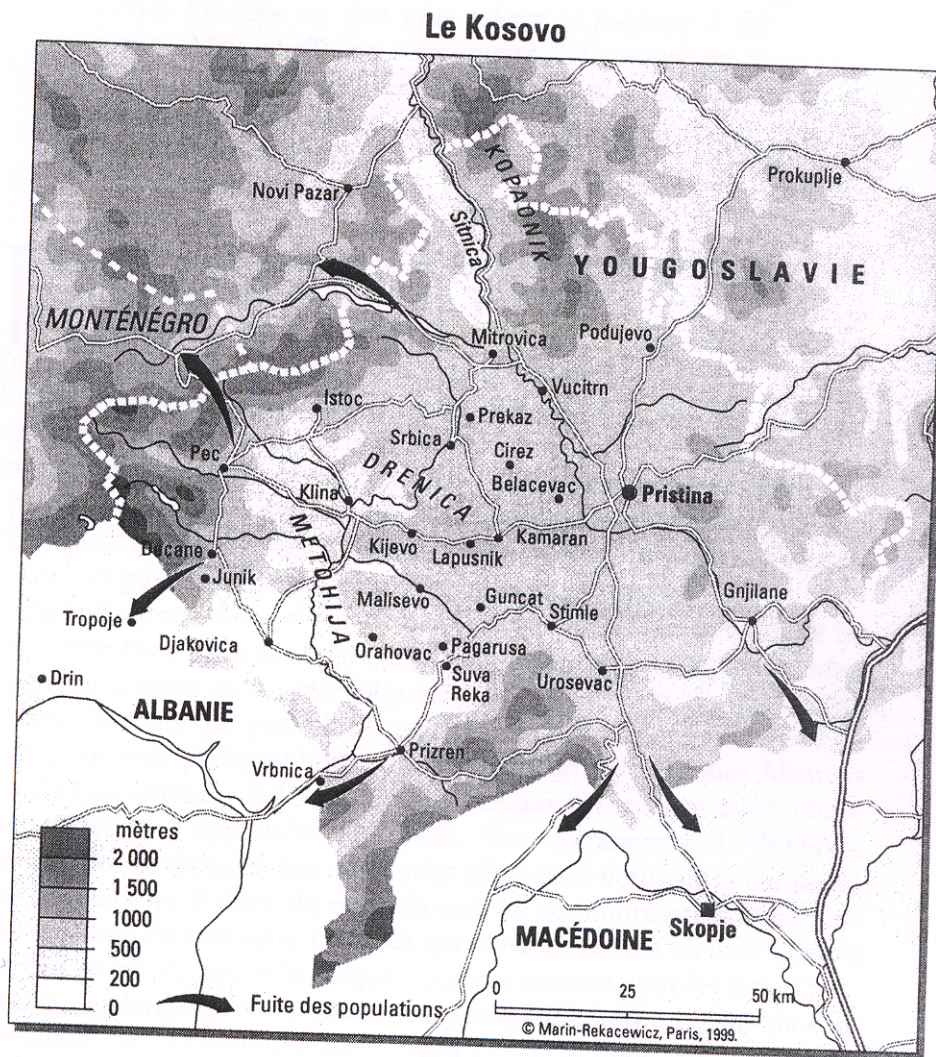
Le Kosovo dans
la République
socialiste
fédérative
de Yougoslavie
(1945-1991)



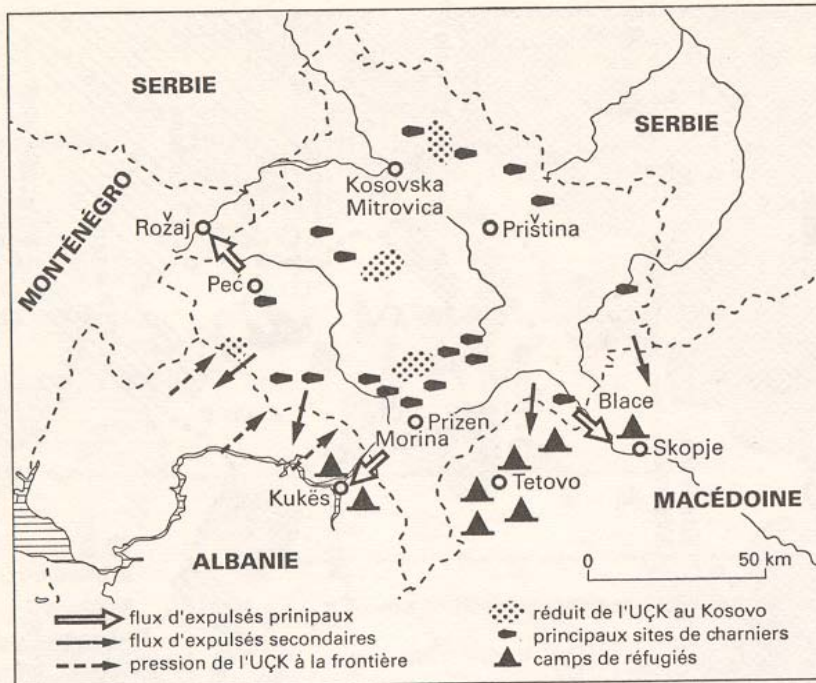
Source: Roux: Le Kosovo.



Source: Castellan: Histoire des Balkans.

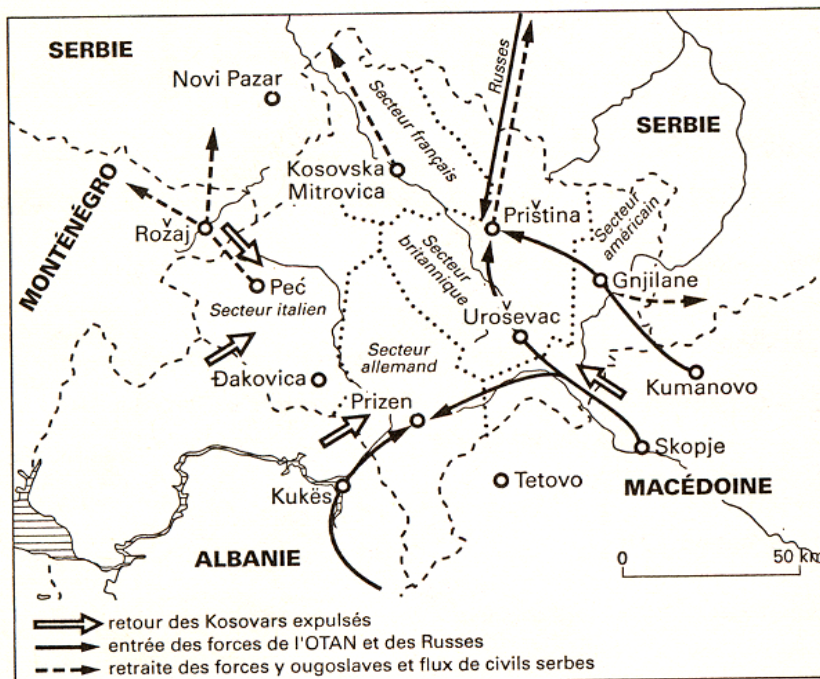


Source: revue Confluences Méditerranée



L'« épuration ethnique » au printemps 1999

Source: Roux: Le Kosovo.



Le Kosovo sous contrôle international après le 10 juin 1999